

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE 1977 - N° 521

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76 1,70 F



MERLEBACH

Un an après les 16 assassinats

LES MINEURS FONT GREVE

Il y a un an, la population minière du bassin de Lorraine apprenait qu'à Merlebach, au puits 5, un coup de grisou, provoqué par un incendie, venait d'éclater, entraînant la mort de 16 mineurs ainsi que de nombreux blessés graves. Le capital assassinait une nouvelle fois dans les mines. C'était l'accident le plus meurtrier depuis que les 42 de Liévin furent, le 27 décembre 74, victimes eux aussi de grisou et de l'insécurité. Hier, un an après, à l'appel des syndicats, les mineurs de Merlebach, Forchviller et Sainte-

Fontaine ont arrêté le travail pendant une journée, en mémoire de leurs camarades.

Malgré les multiples tentatives des Houillères pour repousser cette journée et la transformer en une cérémonie, les mineurs manifestent, par cette journée de grève, leur volonté de poursuivre le combat contre la politique criminelle de rentabilisation capitaliste qui mutilé et tue les mineurs.

Rencontre Mitterrand-Schmidt

Mitterrand cherche des appuis à Bonn et soutient sa politique répressive

LIRE NOTRE ARTICLE EN P.7

Madrid reconnaît l'autonomie de la Catalogne

LA CATALOGNE AUTONOME ?

Le représentant du gouvernement de Madrid est parvenu à un accord avec le président Tarradellas et les parlementaires catalans sur le rétablissement de la Généralité (gouvernement local) en Catalogne.

La Généralité avait été abolie, il y a plus de quarante ans par décret franquiste, en 1938.

Le fait que Madrid reconnaisse que la Généralité est rétablie, et non pas crée, n'est pas négligeable : c'est reconnaître que le franquisme avait oté ce qui constitue un droit pour le peuple catalan.

C'est là une première victoire et un premier aboutissement des nombreuses luttes menées par le peuple catalan.

Toutefois, bien les incertitudes subsistent sur le contenu même de cette Généralité rétablie, sur ses attributions réelles. Et le premier ministre Suarez manœuvre pour élargir, par des concessions encore limitées de ce type, sa majorité parlementaire qui est fragile.

(Lire page 8)



La CGT italienne va-t-elle quitter la FSM ?

(Lire page 9)

MUNICH

Des élèves officiers allemands brûlent des juifs en effigie

«On va brûler des juifs», et des élèves-officiers allemands, lancent dans les flammes de la chaufferie réservée à l'incinération des ordures, des silhouettes en carton qu'ils ont confectionnées en inscrivant dessus le mot «Judens», (juif). Cela s'est passé à l'institut militaire de Munich. Leurs supérieurs ont laissé faire, estimant qu'il n'y avait là rien d'anormal.

Tandis que s'exprime au grand jour, sans entraves de la part des autorités, cette nostalgie du nazisme, le Bundestag vient de voter sans débat, en première lecture, un projet de loi qui suspend pour les militants révolutionnaires emprisonnés tout contact entre eux, et avec l'extérieur, y compris leurs avocats, «si la vie et la liberté d'une personne sont menacées par une organisation terroriste».

La loi présentée en commun par les partis social-démocrate de Schmidt et la démocratie-chrétienne, a été adoptée dans le cadre d'une procédure exceptionnelle accélérée.

Dans le même temps, l'ex-avocat d'Andreas Baader, M^{re} Klaus Croissant, actuellement réfugié en France, a été radié du barreau de Stuttgart.

(Lire page 9)

Journées portes ouvertes chez Defrenne

Les ouvriers des usines Defrenne de Roubaix et de Leers, en lutte pour le maintien de leur emploi depuis plus d'un an, organisent ce dimanche 2 octobre, de 10 heures à 18 heures, une journée «portes ouvertes» à l'usine de Leers, au cours de laquelle auront lieu débats et meetings et auxquels participeront les travailleurs de différentes usines en lutte, comme ceux de Schlumpf.

Des paysans réformistes créent le MSTP

Des responsables agricoles de quelques départements de l'Ouest et du Sud-Ouest ont annoncé à Paris la création du Mouvement Syndical des Travailleurs Paysans (M.S.T.P.). Ouvertement favorable à l'union de la gauche ce mouvement prétend rassembler les paysans qui ont échappé à la FNSEA de Debatisse. Le but non avoué est de détourner les paysans de la lutte révolutionnaire.

(Lire page 3)

Séveso : la zone contaminée s'étend

Quinze mois après la fuite de dioxine à Séveso, la contamination au lieu de diminuer se concentre et la zone contaminée gagne de nouvelles localités. De récentes analyses ont révélé que 42 écoles étaient gravement contaminées.

(Lire page 4)

A qui profitent les stages de formation ?

(Lire page 2)

LUTTES OUVRIERES

L'UD-CFDT DU VAL DE MARNE DÉNONCE LES PRATIQUES FRAUDULEUSES DU PCF

Dans un tract diffusé récemment, l'UD - CFDT du Val de Marne dénonce vigoureusement les grossières manœuvres du PCF à propos de l'allocution d'Edmond Maire prononcée à Strasbourg...

Le lendemain de ce discours, paraissait dans «L'Humanité» un article frauduleux qui reprenait certains passages, précisément ceux où le secrétaire général de la CFDT critiquait le PS. Sur les critiques formulées à l'encontre du PCF (pourtant nombreuses) pas un mot.

C'est pour dénoncer ces méthodes manipulatoires et leur extension dans le Val de Marne par le PCF que l'UD 94 a sorti ce tract dont nous publions quelques extraits :

COMMUNIQUÉ : PAS DE FAUX DIALOGUES ENTRE LA CFDT ET LE PCF

La manière dont un tract de la fédération du Val de Marne du PCF utilise l'allocution de rentrée du secrétaire général de la CFDT en faisant des critiques de la CFDT à l'égard des positions du PCF pour ne retenir que ce qui peut l'arranger, est une récupération inadmissible des propositions et de la dynamique de la CFDT et un détournement de son expression à des fins purement électoralistes.

L'UD-CFDT du Val de Marne tient à dénoncer de telles manœuvres qui voudraient laisser supposer que la CFDT s'engage dans le débat électoraliste.

(...) Quelques points d'accord sur les mesures sociales à réaliser ne suffisent pas à fonder une communauté de vue sur la société à construire.

(...) Nous rappellerons pas dans ce communiqué les critiques, certaines fondamentales, que nous adressons au PCF, elles sont trop connues, même si le PCF veut les gommer ; nous ne pouvons cependant pas laisser passer une énormité telle que celle énoncée dans le tract du PCF qui voudrait faire croire que l'élection du PDG des entreprises nationalisées par le conseil d'administration où siègeront des travailleurs est la quintessence de l'Autogestion ! Le PCF feint de croire que nous ne connaissons pas exactement toutes ses propositions. Qu'il commence à ne pas caricaturer les nôtres dans un but tactique électoral.

(...) L'UD-CFDT du Val de Marne tient à dire que ce n'est pas comme cela qu'on dit la vérité, elle tient également à rappeler que ce n'est pas en déléguant leur pouvoir à des dirigeants politiques expérimentés que les travailleurs iront vers leur émancipation.

L'UD-CFDT du Val de Marne, tout en s'associant à la déclaration du secrétaire général de sa confédération parue dans «Syndicalisme» N° 1670 du 5/9/77, se voit obligée elle-même de faire ce communiqué puisque la fédération du Val de Marne du PCF a tenu à porter le faux dialogue dans notre département.



OPERATION FRANCE-SOIR "EMPLOI-JEUNES"

Une interview exclusive de Jacques Legendre Directeur d'AF-PA et animateur professionnel
« Il fallait développer les stages de formation nouvelle »

La campagne des 300 000 emplois pour les jeunes

DES STAGES QUI NE SONT PAS PERDUS POUR TOUT LE MONDE

Le Ministère du Travail vient d'éditer une affiche, une de plus, destinée aux jeunes chômeurs entre 16 et 25 ans. Comme la majorité de celles que l'on retrouve dans les Agences pour l'emploi ou dans les mairies, elle met l'accent seulement sur deux des différentes filières proposées aux jeunes chômeurs : par la loi du 5 juillet 77 : les stages pratiques en entreprise et les stages de formation. Dans les halls des ANPE où sont affichées les offres de stages ventilées par télex, ce sont encore ces deux sortes d'offres qui sont les plus nombreuses. Les stages en entreprise fournissant une main d'œuvre gratuite aux patrons.

Les stages de formation, eux, sont de simples parkings à chômeurs. Nous avons visité deux des centres où des stages sont dispensés.

UN STAGE PEUT EN CACHER UN AUTRE

Le centre AMANA était connu, jusqu'à cette année comme une association qui faisait de l'alphabétisation pour les étrangers, dans le 20^e arrondissement de Paris. Aujourd'hui, bien que les affiches annonçant cette activité soient toujours placardées sur les baies vitrées, le centre s'est reconverti aux stages de «pré-formation» pour les jeunes immigrés.

C'est une association privée de type loi-1901. Le ministre du travail l'a sollicitée pour organiser ces stages, moyennant une subvention de l'Etat. Bien que les locaux ne soient pas spécialement adaptés, mais au contraire, exigus, dispersés dans deux rues, l'association a accepté de former 4 groupes, chacun de 15 jeunes immigrés entre 16 et 18 ans, tous des garçons. La personne qui nous reçoit explique qu'on fait là une sorte de rattrapage scolaire portant principalement sur l'expression du français, et qu'on permet aux jeunes de «toucher un peu de fer et de bois». Effectivement, dans une espèce de salle de classe vitrée, pompeusement dénommée atelier, des jeunes manient un certain nombre d'instruments simples.

Ces jeunes ont été envoyés pour la plupart par des services sociaux ou scolaires, et depuis peu, et en nombre encore limité, par les ANPE. Est-ce qu'on leur donne une réelle formation ? Bien évidemment non. Ces quelques centaines d'heures passées là débouchent uniquement sur des tests qui serviront ensuite à orienter ces jeunes vers des centres de FPA. Or, comme le déclarait il y a quelques jours le secrétaire d'Etat à la formation,

Jacques Legendre, «l'AF-PA tourne à plein. On ne peut pas lui en demander plus. Il faut attendre que de nouveaux centres soient construits. Ce qui implique un certain délai».

Il est donc vraisemblable, malgré les dénégations des animateurs de ce stage de pré-formation, qu'il y ait un délai assez long entre la fin de ce stage et le début du suivant, cette fois en FPA. Tout au plus, ces jeunes auront touché 410 F pendant 5 mois, jusqu'aux élections. Mais mais on ne voit pas quelle formation ils auront acquise, quelles chances supplémentaires ils auront de trouver du travail à leur sortie, d'autant que les mesures d'exonération sur les charges sociales des jeunes toucheront à leur fin, et que les patrons n'embaucheront plus autant (si l'on peut dire) de jeunes à partir de juin 78.

LA CHASSE AUX PRIMES EST OUVERTE

Des stages de formation se passent également dans les MJC. Nous sommes allés discuter avec des animateurs chargés de stages dans une de ces MJC de la banlieue parisienne. Dans la salle, une affiche de la fédération Léo Lagrange : elle s'est elle aussi lancée dans cette fructueuse opération.

L'équipe d'animation ne se fait aucune illusion sur les résultats qu'elle peut obtenir au niveau formation ou embauche. Elle s'est simplement efforcée de ne prendre en stage de pré-formation que des jeunes n'ayant droit à rien d'autre, de par leur situation. Ils viennent ici pour la maigre rémunération payée par l'Etat : 410 F pour les moins de 16 ans, 90 % du SMIC pour les plus de 18 ans et moins de 25 ans.



Le groupe d'animation part du principe que puisque l'argent est débloqué, autant l'utiliser le mieux possible, permettre aux jeunes de faire des choses qu'ils n'auraient pas l'occasion de faire autrement, et ce dans le cadre de ce que peut offrir comme activités une MJC : sérigraphie par exemple. Mais ils sont bien conscients que cela ne leur permettra pas de trouver du travail.

Aucun équipement de formation n'existe sur place, rien n'est prévu par la Fédération Léo Lagrange, qui compte par ailleurs développer son secteur formation. Seuls quelques stages auront lieu chez de petits industriels du coin, qui devraient mettre l'accent plus sur une sensibilisation au travail que sur la production elle-même. Difficile à trouver, du reste.

Ce qui scandalise l'équipe, c'est que ces stages de formation sont devenus l'objet d'une véritable chasse aux subventions de la part d'associations de tout poil, qui comptent ainsi faire de juteux bénéfices. Un stage comme celui-là donne lieu à une subvention d'au moins 2,5 millions, sur lesquels ne sont pas pris les salaires, et qui doivent servir uniquement à la «pédagogie». Là-dessus, aucun contrôle de l'Etat. Il suffit pour ainsi dire d'avoir 4 murs et une

association de type 1901 pour toucher de substantielles primes, qu'on peut bien sûr employer à n'importe quoi, y compris à tout autre chose. Beaucoup l'ont compris. Mais, bonne volonté des animateurs ou pas, les jeunes n'en tireront pas grand chose. Encore, dans ce cas précis, l'équipe met-elle l'accent sur ce qui peut servir aux jeunes : chercher directement du travail, apprendre à connaître ses droits sociaux et syndicaux, sortir du ghetto où ils sont enfermés dans certaines cités. Mais tous n'en sont pas là !

On peut par exemple se poser des questions sur des stages comme celui qu'organise la chambre syndicale de la couture parisienne, sensé «préparer à la vie professionnelle en donnant un complément de formation après l'acquisition d'un CAP de couture». A quoi donc servent les CAP, s'il faut encore des stages avant d'entrer dans la vie active ? Une seule chose est sûre, c'est qu'ils n'offrent aucune possibilité de travail, pas plus que les stages destinés à les compléter.

Si ces stages n'apportent pas grand chose aux jeunes, ils ne seront pas perdus pour tout le monde.

Monique CHERAN

téléphonez au quotidien 636 73 76

Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Centre de tri de Créteil :

LES POSTIERS LUTTENT CONTRE L'APPLICATION DE LA LOI SCÉLÉRATE DE JUILLET 77

Un manque important d'effectifs, l'embauche de catéchistes qui, loin d'y pallier, est en fait un moyen pour l'administration de boucher quelques trous à moindres frais (ils sont payés environ 1 000 francs de moins mensuellement que leurs camarades pour un même travail), les dates de congés et les congés tout court refusés, tels sont quelques-uns des aspects de la rentabilisation opérée par l'administration des PTT, et notamment au Centre de tri de Créteil, dans la région parisienne.

A ces aspects, s'en ajoute un autre : le déplacement incessant d'un poste à un autre des postiers pour faire face aux fluctuations du travail dans la journée, suivant les services.

En fin de semaine dernière, deux postiers refusaient un tel déplacement. Leurs camarades les soutenant, se réunissaient aussitôt en assemblée générale et décidaient une grève de deux heures, obligeant le chef du centre à retirer les sanctions.

Lundi, les postiers se réunissaient à nouveau un quart d'heure pour exiger de la part de la direction des mesures pour améliorer les conditions de tra-

vail. Cette fois, le chef du centre réagissait en leur retirant... une journée de salaire, en vertu de la loi dite du «service non fait». Il s'agit de l'application de la loi scélérate contre les fonctionnaires, votée par le parlement en juillet de cette année. Cette loi a été votée pour compléter la circulaire Chirac de juin 76, qui stipule clairement son but : «Faire face aux comportements qui tendent à la désorganisation de l'administration». Une loi anti-grève donc. La nouvelle circulaire indique : le salaire de la journée sera supprimé «lorsque l'agent, bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction, telles qu'elles sont définies dans leur nature et leurs modalités par l'autorité compétente». En clair, avec cette circulaire (c'est ce qui vient de se passer à Créteil) l'administration peut empêcher toute grève du zèle, toute grève avec occupation, sanctionner une simple assemblée générale sur les lieux de travail !

Cette loi va d'ailleurs encore plus loin, puisqu'elle stipule que des sanctions et retenues sur salaire peuvent être effectuées,



même sans grève : il suffit que «l'autorité compétente» juge que le travail n'a pas été accompli dans les modalités définies pour sanctionner un travailleur : c'est un moyen de pression contre les syndicalistes.

Cette loi fait suite à la longue panoplie des lois scélérates contre les fonctionnaires : loi de 1961 (retenue d'une journée de salaire pour tout fonctionnaire faisant un quart d'heure de grève), circulaire Chirac du 8 octobre 1975 (interdisant

«toute activité politique dans les locaux administratifs»), circulaire du 5 février 1976, proposée par Ponia-towski parlant des «obligations de discrétion et de réserve dans l'administration».

Les travailleurs du centre de tri de Créteil montrent la voie : c'est pied à pied qu'il faut lutter contre les lois scélérates. Il en va des libertés syndicales et particulièrement du droit de grève !

Richard FEUILLET

Le mouvement syndical des travailleurs paysans (M.S.T.P.) :

TENTATIVE DE MISE AU PAS DES PAYSANS RÉVOLUTIONNAIRES ?

● Mercredi, Bruno Leroy (ex-animateur du MONATARI) et M. Gaborit qui anime un groupe de paysans des Charentes-Maritimes, ont annoncé la création du M.S.T.P. Si on en croit les présentateurs de ce «nouveau» mouvement, une vingtaine de départements auraient quelques militants à proposer pour constituer cette organisation.

Comme ils le reconnaissent, les contacts sont justes pris avec le MODEF, certaine FDSEA qui conteste l'actuelle direction et des militants «Paysan Travailleur» isolés.

Pourtant, il y a plus d'un an, si nos souvenirs sont exacts, que le projet d'une Fédération des Agriculteurs de gauche a tenté d'être mis sur pied. Mais l'échec a été sévère, il a fait suite à une tentative de récupération de l'organisation «Paysans Travailleur», et a été prolongé par les vains efforts de Bernard Thareau de la FDSEA de Loire Atlantique (présenté comme le paysan du PS ayant l'oreille de Mitterrand) pour entraîner un regroupement des minoritaires de la FNSEA.

A cette occasion le débat politique à l'initiative de la direction «Paysan Travailleur» avait permis une clarification de la ligne, un affermissement des bases de travail qui devraient être confirmés aux prochaines journées d'é-

tude en novembre, qui tiennent lieu de Congrès du mouvement.

Cette nouvelle tentative des réformistes pour mettre au pas les paysans révolutionnaires appelle quelques questions.

Etant donné l'existence de la FNSEA, l'union de la gauche ne devrait pas avoir besoin de se constituer un syndicat capable de faire passer sa politique à la campagne. Les limites du réformisme sont atteintes par la direction actuelle même si elle a de franches sympathies pour Chirac.

En effet le projet de l'union de la gauche, du PS en particulier ne diffère qu'en très peu de chose de l'actuelle politique agricole de la bourgeoisie en place.

Même politique d'élimination des petits paysans peu productifs, même souci d'arbitrage entre capital financier et propriété foncière ; les outils forgés par la droite seront conservés, en premier lieu le Crédit Agricole, l'le PCF veut simplement y déve-

lopper le mutualisme).

Cependant, la FNSEA n'a plus la capacité d'étouffer ou de détourner toutes les luttes, celles impulsées, sous la direction du Mouvement National «Paysan Travailleur» mais aussi, jusqu'à ce jour, par des groupes locaux choisissant la lutte de classe au sein même de la paysannerie.

Le développement d'un syndicalisme révolutionnaire inquiète les dirigeants de la gauche et il semble qu'ils voient d'un bon œil la création d'un «syndicat» qui en parole critique la FNSEA, en pratique épuise les paysans dans des luttes sans perspectives, et surtout affiche des sympathies marquées pour le Programme commun rénové ou non, car de toute façon eux mêmes sont obligés d'avouer que celui-ci est insuffisant.

La création du MSTP a pour le moment provoqué assez peu de commentaires politiques, cependant Rouge n'a pas manqué l'occasion de donner la parole au porte-parole de Charente-Maritime.

C'est montrer bien peu de connaissance du mouvement syndical à la campagne ou plutôt c'est faire un choix politique que de

donner de la consistance à des déclarations disant de «Paysan Travailleur» : «La direction actuelle implantée alors dans la Vienne et Charente, a désavoué ces initiatives unitaires, (coups de main contre des camions de viande d'importation), prétendant que les organisations ouvrières notamment le PC et le PS, la CGT et la CFDT étaient les ennemis des travailleurs. De toute évidence, on se trouve là en présence des thèses des différents groupes maoïstes...» !!!

Il est clair que les militants «Paysan Travailleur» font la différence entre PC-PS et les organisations syndicales CGT, CFDT d'autre part.

Dès la semaine prochaine nous aurons le point de vue du collectif national de «Paysan Travailleur» qui est l'instance dirigeante du mouvement. Il est probable que cette nouvelle attaque des réformistes pour dévoyer la lutte des paysans permettra d'approfondir le débat et de progresser dans la définition d'une ligne syndicale qui unisse les paysans pour la révolution.

Bernard PELO

Paris : 100 entreprises ont fermé ou licencié au cours du premier trimestre

Des statistiques de sources syndicales diffusées récemment ont fait apparaître qu'à Paris, c'est plus de 105 055 emplois industriels qui ont été supprimés au cours des seules années 74 et 75. Dans le secteur tertiaire, c'est 144 611 emplois qui ont disparus au cours de ces deux mêmes années.

En 1976, 20 800 licenciements ont eu lieu, dont 12 000 dans le secteur du bâtiment, 12 500 dans le secteur industriel et 5 200 dans le commerce. Dans les six premiers mois de 1977, et il faut préciser que c'est uniquement là ce qui est connu, 5 000 emplois ont été supprimés : 51 entreprises ont fermé leurs portes, 37 ont procédé à des licenciements de plus de 10 salariés, 7 ont déménagé hors de Paris.

Depuis 13 ans, 250 000 emplois ont été supprimés dans le secteur industriel.

Ouest : augmentation du chômage

Des chiffres récents publiés par l'organisme «Ouest Atlantique» indiquent que dans la région «Grand Ouest» (une appellation qui regroupe plusieurs dizaines de départements répartis dans les régions suivantes : Pays de la Loire, Poitou-Charente, Manche, Bretagne) c'est au maximum 560 personnes qui ont trouvé un emploi depuis le 1er janvier 1977 (sur des dizaines de milliers en chômage dans cette région) ! La statistique, en outre, ne précise ni la nature, ni surtout la durée de ces emplois. Il y a, en outre, actuellement dans la même région, 64 entreprises en «difficulté» qui envisagent donc au minimum des licenciements quand elles ne vont pas purement et simplement fermer, comme à Brest où deux nouvelles usines viennent de mettre à la rue plus de 100 travailleurs. Les secteurs concernés font partie, entre autres, de la métallurgie, de l'habillement, de la mécanique, du cuir et de la chaussure, du bois, du papier et de l'impression. On ne peut soupçonner l'organisme officiel «Ouest-Atlantique» d'avoir gonflé ces chiffres, bien au contraire !

Lait : les syndicats FDSEA remis en question

En Ile-et-Vilaine, à Châteaubourg près de Rennes, les paysans syndiqués de base ont demandé la réunion d'un conseil syndical (réunion plénière de tous les responsables syndicaux locaux).

Ils refusent l'acceptation par leurs dirigeants départementaux de la taxe de résorption laitière. Ce syndicat local demande que ses adhérents refusent le droit aux industriels qui leur retirent leur lait, de prélever cette taxe.

Cette prise de position fait suite aux manifestations de Vannes, Quimper, et Nantes. Elle rejoint la position défendue dans de nombreux départements laitiers, par le MODEF, par quelques FDSEA refusant d'obéir aux ordres de la centrale de Debatisse, et surtout par les «Paysans Travailleurs» qui tentent de mettre sur pied, avec difficulté semble-t-il, une lutte d'ensemble.

Cette taxe que le Quotidien du Peuple a dénoncée dans différents articles, touche 630 000 paysans qui produisent du lait, le plus souvent avec moins

de quinze vaches ; ces producteurs ne gagnent même pas le SMIC.

Aussi leur élimination est très rapide : plus de 21 000 d'entre eux partent chaque année. Ceux qui restent, souvent des vieux, subissent des conditions de travail qui leur interdisent un seul jour de repos dans l'année, car les vaches doivent être traitées tous les jours.

Pourtant la FNSEA et sa filiale spécialisée : la FNPL (Fédération Nationale des Producteurs de Lait) ont accepté que la taxe soit appliquée ; ils comptent même gérer le produit de cette taxe qui, au plan de la CEE, représente 500 millions de francs.

Partisans, à la suite du gouvernement, de la politique qui consiste à créer une clientèle obligatoire, ils veulent que le lait (en poudre) soit fourni à bas prix à des pays du Tiers-Monde (Algérie, Égypte, Irak), pour créer chez eux des habitudes de consommation et pour pouvoir ensuite relever les prix.

Bernard PELO

abonnez-vous

Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andraou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte "abonné-ami", qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INFORMATIONS GENERALES

42 écoles contaminées par la dioxine à Seveso

LE MAL S'ETEND

Plus d'un an après l'accident de l'usine Icmesa à Seveso qui laissait s'échapper dans l'atmosphère un nuage de dioxine, la contamination qu'on aurait pu croire en voie de résorption est au contraire en augmentation. Les dernières analyses effectuées montrent que la pollution est plus importante que ne le pensaient les experts.

Sur 112 écoles analysées, avant même que tous les résultats ne soient connus, il apparaît que 42 sont fortement contaminées, et plus fortement que les précédents examens ne

le laissent apparaître.

Quatre villages qu'on pensait peu touchés, sont en réalité aussi contaminés que Seveso et les villages les plus proches.

Des traces importantes de dioxine ont été relevées à Seregno, Bovisio, Barlasina et Nova Milanese.

Alors que le seuil maximum de contamination admis est de 0,75 microgramme au mètre carré, on relève entre 4,8 et 9,6 microgrammes au mètre carré dans une école de Seregno et entre 1,6 et 11,3 microgrammes dans une école maternelle de Bovisio.

L'extension de la zone de contamination n'est pas continue, on relève d'importantes variations d'un endroit à l'autre. La concentration par zones ne peut s'expliquer que par l'action de facteurs naturels : vent, eau ou des moyens de transports.

A la suite de ces analyses, de nouveaux prélèvements ont été décidés autour de la zone déclarée sinistrée pour mieux cerner la configuration géographique de la pollution.

Pour les 13 000 personnes vivant dans la zone sinistrée, la nouvelle est grave. Il n'est pas question que les enfants aillent en classe, mais rien ne dit qu'en restant chez eux ils ne sont pas exposés à une aussi forte pollution. Quels sont les effets à long terme sur la santé des habitants de l'exposition à la dioxine ? Il est difficile de le savoir précisément, la seule chose certaine c'est qu'il y aura des effets, mais ceux-ci seront peut être attribués à une autre cause. On ne sait pas, par exemple, quel rôle a joué la dioxine dans la mort d'une femme de Seveso, décédée d'un cancer du pancréas, dans le corps de laquelle des traces de dioxine ont été mises en évidence.



Opération de décontamination à Seveso

Pompistes gangsters sur l'autoroute du soleil

Sur commission rogatoire du parquet de Carpentras (Vaucluse), de nombreuses inculpations de pompistes et de leurs complices seraient sur le point d'être prononcées. Comme des bandits de grand chemin ceux-ci rançonnaient les automobilistes qui avaient le malheur de faire le plein dans leur station-service. On cite le cas d'une station-service située à Mornas, sur l'autoroute du Soleil.

Lorsqu'un automobiliste s'arrêtait dans cette station, une opération discrète faisait disparaître un accessoire, percer le carter d'huile, dégonfler un pneu ou débrancher la batterie. Heureusement, la station-service réparait rapidement : l'accessoire manquant se trouvait justement en magasin, la batterie correspondante également. Les automobilistes qui s'apercevaient de la panne à l'arrêt en étaient quittes pour une note plus élevée, mais ceux qui tombaient en panne le long de l'autoroute, alors qu'ils croyaient leur réservoir plein d'essence ou qui coulaient une bielle quelques kilomètres après le plein d'huile devaient payer le prix d'un remorquage et souvent des réparations onéreuses.

A la suite des plaintes portées par de nombreux automobilistes et une enquête longue de six mois, certains des pompistes escrocs ont été identifiés.

Max Siméoni entendu par la justice

Max Siméoni va-t-il passer en correctionnelle ou en assises ? En principe, pour le plastiquage de la cave Cohen-Scallé devrait passer en assises devant un jury corse, mais la justice peut décider de déférer l'affaire devant un tribunal correctionnel.

Pas plus que son départ dans le maquis, le retour de Max Siméoni ne semble intéresser les autonomistes qui sont mobilisés aujourd'hui prioritairement pour obtenir la libération de Stromboni et de Nicolai.

Place des Fêtes Avenir : expulsion dans deux mois

L'Association de quartier Place des Fêtes Avenir a deux mois pour déménager des locaux du 9, rue du Pré St Gervais (Paris 19^e) ; ainsi en a décidé le tribunal, donnant droit au propriétaire qui veut vendre aux promoteurs. Place des Fêtes Avenir qui assure des activités d'animation du quartier appelle à une assemblée générale ce vendredi 30 septembre à 21 heures au siège de l'association.

Les inspecteurs du travail n'ont plus droit de regard sur les cartons de pointage

La cour d'appel de Lyon a relaxé un patron de St Etienne qui avait été condamné en première instance à 6 000 F d'amende et trois mois de prison avec sursis pour entrave aux fonctions d'inspecteurs du travail n'ont aucun droit de regard légal sur les cartons de pointage et donc le patron a eu raison de s'opposer à l'inspecteur du travail, et de lui refuser les moyens d'enquête.

Manifestation contre le canal à grand gabarit Rhin-Rhône

Des manifestations de paysans, d'écologistes riverains du futur canal à grand gabarit Rhin-Rhône se tiendront ce week-end en Alsace et en Franche-Comté. Les riverains protestent contre ce projet dont la rentabilité est incertaine : selon un rapport du centre de recherches logistiques industrielles et commerciales il faudrait 250 ans pour amortir le coût du canal. Cette immense voie d'eau risque de causer des dommages irréparables à la vallée du Doubs et nécessite l'expropriation de plusieurs centaines de paysans.

Giscard aux entretiens de Bichat

DEMAGOGIE ENCORE, AUSTERITE TOUJOURS

«Laisser moi entrer ! Je suis le professeur X.» «Mais enfin, je suis veuve de médecin !» Cohue indescriptible lundi après midi aux entretiens de Bichat pour la venue de Giscard. Une brochette garnie de gorilles hargneux repousse les curieux et procède sans pitié à un tri serré des spectateurs.

Le discours de Giscard est marqué par un double souci. Premièrement, il lui faut gagner sinon la confiance, du moins les voix d'un certain nombre de travailleurs d'ici aux élections. Les mesures prises, dont certaines sont notoirement piochées dans le programme commun de la gauche, vont dans ce sens et principalement l'allongement du congé maternité (dont la durée n'est pas encore connue). L'extension de la Sécurité sociale vise à glaner quelques voix auprès de professions non salariées. Autre avantage : elle permettra en temps venu (et si possible près des élections) d'affirmer tout haut que 100 % des Français sont couverts, que c'est historique, que c'est grâce à Giscard, etc.

Deuxièmement, les mesures démagogiques sont destinées à faire passer une série de mesures anti-populaires : limitation à 40 % du remboursement de plusieurs centaines de médicaments, «gel» du nombre de lits d'hôpitaux, campagne d'intoxication massive des médecins



pour les engager à moins prescrire de médicaments et d'arrêter maladie. A ce sujet, il est intéressant de constater que Giscard annonce la mise en place du profil médical, mesure dont depuis 72, on cherchait à nous faire croire qu'elle ne serait jamais

Après une heure et demi de table ronde sur le thème «coût de la santé», le Pr Etienne, président de la commission santé du VII plan introduit Giscard, qui profite de ce moment pour jeter un œil sur le discours qu'il va avoir à prononcer...

appliquée. De quoi s'agit-il ? Chaque médecin de ville sera fiché sur ordinateur par la Sécurité sociale. Si ses ordonnances sont trop chères ou s'il prescrit «trop d'arrêts», il se verra rappelé à l'ordre puis peut-être sanctionné : premières victimes, les tra-

vailleurs qui seront pénalisés de ce fait. Au total, le discours de Giscard montre qu'il est bien décidé à avancer le plus vite possible sur la voie de l'austérité, tout en tenant compte de l'échéance électorale.

P. P

Entretiens de Bichat 77

Compte rendu de Pierre PUJOL

«La fatigue, maladie de civilisation et de communication» L'impuissance devant le mal du siècle

«La fatigue, mal du siècle». Voilà qui n'est pas nouveau ; comme n'est pas nouveau l'essentiel du discours sur la fatigue, entendu lors de la conférence du Professeur Solignac sur ce thème. Considérations générales sur le rythme de vie, sur l'insatisfaction procurée par le travail, sur l'accroissement des nuisances (bruit, pollution urbaine, etc.). Considérations qui mettent sur le même pied le PDG ou l'ouvrier, tous deux surmenés et «victimes de cette civilisation». Pourtant, au détour de l'exposé, un constat surgit : celui de l'impuissance de la classe dominante à résoudre les problèmes qu'elle a créés, tant par l'organisation du travail que par celle de l'espace urbain. La chirurgie a réalisé des progrès d'arsenal thérapeutique s'est affirmé, mais les médecins sont de plus en plus confrontés, impuissants, à un phénomène de société : la fatigue, le surmenage. Les statistiques révèlent que 75 % des femmes qui travaillent et des ouvriers obligés à une

attention soutenue, sont fatigués, que 50 % des enseignants (ceux dont les classes sont surchargées) le sont. Pour les magistrats, cela va mieux (30 % seulement).

Patrons et cadres supérieurs, de leur côté, se plaignent de la fatigue (85 %). Sans doute, l'aiguillage de la lutte des classes, les querelles de leurs partis, la concurrence aiguë leur laissent de moins en moins de répit !!! A ce propos, on retiendra cette amusante remarque : plus le «manager» monte dans la hiérarchie de l'entreprise, plus il est «fatigué» car il se trouve de plus en plus seul, et doit se méfier tant de ses employés que de ses collaborateurs.

La fatigue peut déboucher sur des maladies plus graves (cardiaques, gastriques, mentales) surtout lorsqu'elle est associée à l'angoisse permanente, comme c'est le cas pour des millions de personnes au chômage ou craignant de perdre leur emploi.

«Les anémies nutritionnelles»

(Table ronde animée par le Docteur R. Zittoun)

L'anémie (déficit en globules rouges) peut être due à diverses carences (vitamines, fer, acide folique) ou à des carences alimentaires globales.

Les anémies nutritionnelles sont fréquentes chez les personnes âgées, compte-tenu de la misère latente qui sévit chez les vieux. Aux facteurs économiques et sociaux s'ajoute souvent un problème médical latent : petite hémorragie, prise de médicaments, etc...

L'anémie du nourrisson est observée chez ceux dont la mère, vivant dans des conditions précaires, s'est nourrie insuffisamment pendant la grossesse, ou chez ceux qui, pour la même raison, reçoivent trop de «farineux» et pas assez de protéines (viande, poisson, œufs).

En France, l'anémie est le plus souvent une conséquence sociale de l'alcoolisme par atteinte du foie et dégoût de l'alimentation.

Les anémies nutritionnelles sont très fréquentes dans le Tiers-Monde : régime trop riche en glucides (riz, semoule, etc.) mais

pauvres en protéines animales et en légumes verts. A ces causes majeures, il faut ajouter l'existence de nombreuses parasitoses et les pertes d'eau excessives par la sueur en pays tropicaux.

Ces anémies sont fréquemment observées chez les femmes enceintes, allaitantes ou les jeunes enfants.

La prévention de ce type d'anémie est essentiellement un problème économique et politique : il faut alimenter correctement des centaines de millions de personnes, qui payent aujourd'hui de leur santé la domination impérialiste. Le mérite incontestable de cette table ronde est d'avoir montré sans équivoque, tant l'origine sociale de cette maladie que la nécessité d'une prévention qui suppose des mesures d'ordre économique, donc politique. Rien d'étonnant dans ces conditions qu'une table ronde aussi intéressante n'ait pas retenu l'attention de la presse bourgeoise dans les compte-rendus qu'elle a fait dès entretiens de Bichat...

Après quelques compliments pour l'«excellence de la médecine française», il tente de rassurer : «Les Français croient en la médecine. Le scepticisme des Français sur l'incapacité de notre société épargne heureusement la médecine (...) Notre pays fait partie des nations les plus favorisées du monde».

«Pour assurer à tous un accès égal à des soins de qualité, le gouvernement s'est fixé 4 objectifs fondamentaux»

● DÉFENSE DE LA MÉDECINE LIBÉRALE «CONTRE LE COLLECTIVISME»

«La médecine ne doit pas être une médecine de masse, une médecine collectiviste. Elle doit rester un acte individuel, une relation singulière et secrète entre deux personnes qui se sont choisies librement (...) Le libre choix du médecin est une forme de liberté inséparable d'une société démocratique».

● POURSUITE DE LA RENTABILISATION DES HÔPITAUX

La médecine hospitalière, la vie du malade à l'hôpital ont évolué si vite que l'opinion n'a pas pris conscience des progrès réalisés (...) en un peu plus de 15 ans 240 000 lits neufs ont été mis en place dans le secteur hospitalier. Cet effort sera poursuivi de façon différente. Le nombre de lits n'a plus lieu d'augmenter comme l'ont montré les études, compte tenu des efforts faits pour obtenir une diminution des durées de séjour et des soins à domicile. (...) Les médecins hospitaliers ont un rôle. Ils doivent aider dans leurs tâches les directeurs d'hôpitaux (...) Pour ce qui est des cliniques privées, leur existence est parfois contestée mais leur rôle est indispensable.

● L'ALLONGEMENT DU CONGÉ MATERNITÉ

«Actuellement 98 % des Français sont couverts par l'assurance maladie. Il faut achever le processus de couverture sociale. J'ai demandé à Simone Veil d'élaborer et de proposer un projet de loi étendant le bénéfice de la Sécurité Sociale aux dernières catégories non encore couvertes (...) D'autres mesures sont en préparation par le gouvernement :

— Amélioration de la prise en charge des soins dentaires au 1^{er} janvier 1978.

— Une série de mesures concernant la maternité : une meilleure couverture des dépenses de grossesse, prématurité et stérilité. La durée du congé maternité sera allongée».

● AUSTÉRITÉ RENFORCÉE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET CONTRÔLE DES MÉDECINS

«La progression rapide de la consommation médicale est une des lois de notre époque (...) La prolongation des rythmes constatés aboutit à l'horizon 2 000 à des résultats absurdes. La part des ressources qu'une société accorde à la santé évolue dans le temps. Elle n'est pas illimitée (...) Il faut que tous concourent à cet effort de maîtrise des dépenses de santé. La formation et l'information du médecin sont indispensables. Pour le médecin hospitalier en ce qui concerne les coûts économiques. Pour le médecin de ville, les analyses de la Sécurité Sociale pourront l'aider à établir son profil d'activité».

EDF demande l'accélération du programme nucléaire

Selon la direction d'EDF, des coupures d'électricité sont prévisibles pour 1982-83, si un programme complémentaire n'est pas mis en œuvre dès maintenant.

En 1985, par rapport aux prévisions, le déficit serait de 50 milliards de KW/h : production de 185 milliards de KW/h au lieu des 235 KW/h prévus, pour le seul nucléaire. En conséquence, EDF demande la construction immédiate de centrales au fuel et au charbon et une accélération du programme nucléaire. Passage plus rapide aux réacteurs de 1 300 MW et lancement plus tôt que prévu d'un surrégénérateur «Hyper-phénix» de 1 800 MW.

Concorde : succès mitigé devant des tribunaux US

La Cour d'appel de New-York a confirmé le premier jugement concernant Concorde en lui donnant l'autorisation d'atterrir à New-York, malgré le refus des autorités portuaires de l'aéroport Kennedy. Mais celles-ci peuvent encore faire appel devant la Cour Suprême et ne manqueront pas de le faire. Si l'appel est suspensif, le supersonique devra attendre encore avant de pouvoir atterrir à New-York. De succès juridique en succès juridique, Concorde est en train de perdre sa bataille commerciale. Les autorités portuaires au cas où Concorde obtiendrait un nouveau jugement favorable peuvent encore décider de normes de bruit qui interdiraient l'atterrissage du supersonique.

Mais que Concorde finisse par obtenir l'autorisation d'atterrir à New-York ou non, sa carrière commerciale est déjà fortement compromise. C'est un nouvel échec pour l'impérialisme français, malgré les efforts de commis voyageurs des Pompidou, Giscard et Barre.

POLITIQUE

**J'Informe est mal parti
le Figaro-Dimanche
se lance**

La guerre de la presse continue, avec comme arrière plan la campagne électorale. Le dernier-né des quotidiens, J'Informe, ne semble pas avoir réussi le lancement qu'il souhaitait. Ses chiffres de vente sur Paris surface seraient inférieurs à ceux de l'Humanité ou du Matin. Ce qui, pour un journal qui se fixait pour but de concurrencer Le Monde, est insuffisant. Il reste cependant encore des sous à Fontanet pour continuer l'expérience. C'est maintenant au tour du Figaro de monter en ligne. Dès samedi paraîtra le premier numéro du Figaro-Dimanche, à mi-chemin entre l'hebdomadaire et le quotidien. La partie magazine est placée sous la responsabilité de Louis Pauwels, ce qui laisse à imaginer le niveau et le contenu des nouvelles pages...

**Quand le PCF s'indigne
de la répression
dans les pays de l'Est**

En cette période d'âpre querelle, il n'est pas bon pour le PCF de trop vanter les régimes «socialistes» de l'Est, ni d'apparaître comme de trop zélés défenseurs de la politique du social-impérialisme. Il en va de sa crédibilité et de sa capacité à parvenir éventuellement au gouvernement.

C'est pour se dédouaner que l'Humanité s'est sentie obligée d'émettre, dans son numéro de vendredi, une protestation contre la condamnation de deux opposants tchécoslovaques. Le PCF «s'estime inquiet des persécutions qui continuent en Tchécoslovaquie et qui portent atteinte à des libertés essentielles... etc. De telles protestations vertueuses contre la condamnation de distributeurs de tracts font sourire ceux qui savent comment le PCF se comporte contre les distributeurs de tracts révolutionnaires...

**Pas de publicité politique
à L'Ardennais**

Les journalistes du quotidien de Charleville-Mézière, l'Ardennais, ont refusé de faire le journal daté de vendredi en raison d'une page de publicité sur le manifeste de la droite. Ils ont estimé en effet que le pluralisme de la presse suffisait, et rendait superflu une telle publicité. L'Ardennais tire environ à 30 000 exemplaires, et fait partie du groupe de presse comprenant l'Est républicain de Nancy et le Républicain Lorrain de Metz.

manifeste

**pour le
socialisme**

**PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**

**PASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT**

Journées parlementaires RPR

**CHIRAC :
«LE PS ET LE PCF
C'EST BONNET BLANC
ET BLANC BONNET»**

●Chirac a clôturé les journées parlementaires du RPR, par un discours-choc réaffirmant la stratégie définie en 1976 : «Nos adversaires n'ont pas changé et la menace est la même. Le parti socialiste a expressément répudié toute social-démocratie et ne peut pas revenir sur ce choix. Il a fait l'option marxiste, l'option révolutionnaire, l'option collectiviste ; pour nous il importe très peu que socialistes et communistes marchent dans la bataille chacun avec son programme propre ou bien avec le programme commun établi en 1972 ou encore le Programme commun révisé et qui sortirait de réconciliations spectaculaires à la veille des élec-

tions. Rien de fondamental ne sera changé sous ces diverses combinaisons. Le Parti socialiste, tel qu'il est devenu, le Parti communiste tel qu'il est, et son attitude actuelle nous montrent bien qu'il n'a pas changé. Pour l'avenir de notre société, pour l'avenir de la France en ce qui concerne notre propre observation le Parti socialiste, le Parti communiste c'est vraiment bonnet blanc et blanc bonnet.»

Au moment même où la division de la gauche, est patente, où se développent les spéculations sur son éclatement, l'obstination de Chirac à la considérer comme un bloc, met en lumière la stratégie du RPR et ses objectifs.

Lorsque Chirac déclare que «la situation n'a pas changé, et aucune autre alternative n'est possible» que celle qui consiste à «combattre en bloc ceux qui cherchent le pouvoir, même s'ils n'y mettent pas la même chose», il contredit en tous points l'analyse de Giscard, qui compte voir éclater l'union de la gauche, sinon avant les élections, dans un terme rapproché, et qui agira pour cela. Cette contradiction, qui ne date pas d'aujourd'hui, est le fruit de choix divergents des deux grands partis de la bourgeoisie actuellement au pouvoir. Il faut se rappeler que le RPR, qui constitue un rassemblement hétéroclite d'éléments de diverses couches, notamment dans les classes moyennes, a comme souci la construction d'une force de droite capable de refouler la coalition de gauche le moment venu, et de gouverner «à la manière forte» le pays. Les relents fascistes n'en sont pas absents. Le projet giscardien est bien différent ; il vise aujourd'hui une alliance de centre-gauche, regroupant avec le PR, les centristes et une partie importante du PS. C'est là qu'il faut rechercher les raisons des distances que prend le parti de Chirac avec le reste de la majorité.

Une alliance giscard-socialiste rejeterait inévitablement le RPR dans l'opposition. C'est ce que montre ouvertement San-



C'était le jour des municipales, Chirac n'avait pas fait d'appel du pied à Schwarzenberg (MRG) à sa droite.

guinetti, quand il affirme : «Si Giscard joue le centre, je vous garantis que je ne serai pas dans la majorité.» Accepter d'en faire partie serait pour lui cesser d'exister en tant que tel. Le refus de la «stratégie de rechange» est inscrit dans la stratégie propre du RPR ; si celui-ci ne possède pas de programme proprement dit, mais un vague ramassis de propositions générales, il n'en poursuit pas moins un objectif politique précis et s'y prépare : pour lui, un affrontement avec le PCF uni ou non avec le PS, est inévitable. Selon lui, la coalition de gauche

entraînera le PS «prisonnier du PCF» à des concessions de plus en plus profondes, ce qui placera le parti de Marchais en position d'appliquer son projet ; il en résulte, pour «sauvegarder la démocratie» la nécessité d'être prêt à un affrontement avec lui. C'est en prévision d'une telle situation que Chirac veut construire dès maintenant une «formation politique réellement structurée» comme l'a dit Sanguinetti, capable de rivaliser avec le puissant appareil du PCF. Cette vision des choses conduit le RPR à rassembler pêle-mêle, tout ce qui

est susceptible, à droite ou à l'extrême-droite, de ou à l'extrême droite, de s'opposer éventuellement par la manière forte, à ce parti. Devenir un parti fort, «un grand rassemblement de citoyens», c'est ce que voudraient les militants «gaullistes».

L'analyse du RPR est pertinente sur un point : la nature même du projet capitaliste d'État du PCF peut conduire ce dernier à tenter l'épreuve de force avec la bourgeoisie en place, et cela en essayant d'utiliser à son profit le mouvement des masses.

Olivier LUSSAC

Gouverner au centre

Le CDS, parti centriste de Lecanuet, a présenté jeudi le chapitre IV de la plate-forme qu'il a élaborée. Ce chapitre, consacré aux institutions, ne se contente pas, par exemple, d'un retour au scrutin à la proportionnelle, mais s'attaque directement aux pouvoirs du président de la république. Les centristes, estimant que la France devait être gouvernée au centre, veulent grandir les pouvoirs de l'Assemblée par rapport à ceux du président. Ils dénoncent «la concentration des pouvoirs, la bipolarisation artificielle de la vie publique et l'oblitération de la démocratie sociale».

Le sondage du jour

Un sondage réalisé par l'IFOP pour le compte de Paris-Match indique qu'en cas de victoire de la gauche, 41 % des personnes interrogées estiment probable la formation d'un gouvernement ne comprenant pas le PCF, mais incluant des giscardiens. 29 % penchent pour un gouvernement PS-PCF-MRG.

A la question de savoir qui a changé, 32 % pensent que c'est le PCF, 30 % pense que c'est le PS, et 30 % n'ont pas d'opinion. A moins qu'ils ne pensent, mais la question n'était pas formulée que la désunion de la gauche était prévisible.

Mitterrand chez Schmidt

LA RECHERCHE D'UN APPUI

● Malgré ses problèmes avec le PCF, Mitterrand prend le temps d'internationaliser ses contacts. Il s'est entretenu jeudi avec Willy Brandt et avec Schmidt, chancelier d'Allemagne fédérale. Il assistera vendredi 7 octobre à la journée de clôture du parti travailliste anglais à Brighton, et en principe il doit se rendre en Bulgarie du 17 au 20 octobre, à la tête d'une délégation du PS. On se doute que cette dernière visite, même si elle pose quelques problèmes au PCF, ne soulève pas sa colère. Par contre, la rencontre avec Schmidt est l'occasion pour le parti de Marchais d'une vigoureuse dénonciation des partis sociaux-démocrates européens, le PS français en tête comme il se doit.

C'est Francette Lazard qui a ouvert le feu dans un éditorial de «L'Humanité» du 28 septembre, sous le titre «Tout se tient». Marchais a également évoqué cette rencontre lors de son meeting, et Fiterman, interrogé jeudi à France-Inter y a été aussi de ses réflexions.

Les relations des partis sociaux-démocrates européens se sont effectivement resserrées depuis plusieurs années, soit dans le cadre des réunions de «l'Internationale socialiste», soit dans le cadre de réunions bilatérales. Mitterrand a ainsi rencontré les leaders des partis socialistes d'Espagne, du Portugal; il a eu aussi des entretiens avec le Suédois Palme, ou le britannique Callaghan, ou l'allemand Brandt.

Les points de conver-

gence existent en grand nombre entre ces différents sociaux-démocrates. Par exemple, une orientation atlantiste poussée. Dans ce domaine, la coopération entre les pays européens dominés par les socialistes poserait des problèmes au PCF, vu ses faveurs pour la politique de «détente» de Brejnev. Il existe cependant une différence essentielle: c'est l'existence en France d'un parti révisionniste solidement organisé. C'est l'existence d'un tel parti qui a amené Mitterrand à définir pour le P.S. une stratégie d'«union» de la gauche, qui lui a été reprochée à plusieurs reprises au sein de l'Internationale socialiste.

Mitterrand a affirmé qu'il n'avait discuté que de problèmes internationaux avec Schmidt et Brandt.

Personne ne le croit. Le poids de la RFA est tel en Europe de l'Ouest que Mitterrand ne peut envisager un gouvernement de gauche, sans prendre en compte l'attitude qu'adopterait la RFA vis-à-vis de ce gouvernement.

C'est bien cette question qui a été au centre des entretiens de Mitterrand à Bonn.

Les projets du PCF et du PS sont contradictoires au plan intérieur: réforme modérée du système actuel ou capitalisme d'État, mais aussi, de façon indissociable, contradictions au plan des relations extérieures: la logique du PCF

l'amènera, une fois au gouvernement, à tenter d'imposer l'instauration d'un capitalisme d'État et, du même coup, à tisser des relations privilégiées avec le social-impérialisme et les pays de l'empire soviétique. Pour s'opposer à ce danger et se débarrasser à terme du PCF, la logique du PS le conduit, au contraire, à aller dans le sens d'une intégration plus poussée à une Europe germano-américaine. S'assurer de l'appui du parti au pouvoir en RFA, c'est, pour Mitterrand, s'assurer d'un atout important, une fois au gouvernement contre les prétentions du PCF.

Mitterrand et le «terrorisme politique»

Le modèle européen, qu'envisage Mitterrand, on peut en avoir un avant-goût, avec sa déclaration à l'issue des entretiens:

«Le terrorisme n'est pas un phénomène allemand. Nous pensons que c'est un phénomène international propre à notre société et même, dirai-je, à notre civilisation (...). Il n'y a pas lieu de laisser les Allemands seuls. Une coopération résolue dans le cadre du droit international peut bien entendu permettre de surmonter cette crise et de lutter utilement contre le terrorisme politique.»

Fonction publique :

RUPTURE DES NÉGOCIATIONS

Rupture des négociations salariales dans la fonction publique, jeudi, en fin de matinée. Les délégués des fédérations de fonctionnaires ont en effet quitté la salle des négociations avant l'heure. Le porte parole des syndicats, André Henry, secrétaire général de la FEN, devait déclarer: «Un marché de dupes, une remise en cause totale de la politique contractuelle telle qu'elle avait été établie depuis de nombreuses années.»

Cette rupture était en fait prévisible; Barre, depuis mars dernier, n'a pas varié de position, appliquant strictement son

plan. Les propositions du gouvernement n'ont jamais franchi le seuil de 0,2% de la masse salariale de progression du pouvoir d'achat, à la condition que l'inflation ne dépasse pas 0,9%. Le plan Barre n'a donc pas perdu de son arrogance. Face à cette situation, quelles sont les ripostes envisagées? La CGT déclare: «Nous refusons la politique d'austérité». La perspective envisagée le plus sérieusement est... une journée d'action! La fameuse tactique «de harcèlements» va donc réserver, après la brillante démonstration de son inefficacité tout au long de l'année.

Procès Marchais-Lecœur : à propos du travail en Allemagne pendant la guerre

La 12^e chambre correctionnelle a commencé hier l'examen d'un dossier épineux pour elle: la plainte de Marchais contre Auguste Lecœur et quelques autres, accusés d'avoir calomnié Marchais en fournissant les preuves de son départ volontaire en Allemagne en 1942. Lecœur, ancien dirigeant du PCF, devenu par la suite social-démocrate, affirme détenir des preuves en grand nombre, issues entre autres des archives de la Résistance que lui aurait fournies Charles Tillon.

Quel que soit le jugement qui sera rendu, alors qu'une nouvelle audience doit avoir lieu le 6 octobre, rappelons ce qui disait Marchais aux journalistes Harris et Sédouy en 1974: «Les Allemands, l'Allemagne... D'abord c'était la guerre, l'occupation... On ne savait pas grand-chose... les tortures, les camps de concentration, nous n'en savions rien à ce moment-là... bref, on nous a fait signer ce contrat. Départ dans 48 heures. Alors, bien entendu, entre nous on discutait: «Qu'est-ce qu'on va aller foutre en Allemagne?...» (...) D'ailleurs, Duclos le dit souvent: si on avait organisé un référendum en 40 ou même en 41, Pétain aurait eu 90% des voix... Donc, on a discuté entre nous et on s'est dit «Comme on ne peut rien faire, on va y aller...» J'en ai aussi parlé avec ma femme... Pas d'autre issue que de partir...» (Extrait du livre Voyage à l'intérieur du PCF de Harris et Sédouy, éditions Seuil).

La campagne du PCF à Paris

Lors de son meeting de la porte de Pantin, Marchais avait appelé les militants du PCF à se mobiliser encore plus largement pour faire pression sur leurs «partenaires» de la gauche. La fédération de Paris du PCF a déjà arrêté les mesures concrètes de cette nouvelle campagne:

D'abord la distribution mardi d'un tract, un de plus pour le PCF, tiré à 1 million d'exemplaires. Ensuite la tenue d'un certain nombre de réunions publiques dans les quartiers «et aux portes des entreprises».

Dans l'Humanité de vendredi, Fizbin, explique «comment soutenir le PCF»: d'abord en signant une pétition «pour le changement, pour en finir avec l'austérité». On ne sait pas encore à qui est destinée cette pétition...

Deuxième forme de soutien selon Fizbin: «le soutien financier. Nous allons mettre aussi cartes sur tables sur les finances du PCF». La journée du 6 octobre sera consacrée particulièrement à cette question des finances.

Dernière mesure, accroître la campagne d'adhésion du PCF.

A GAUCHE, RIEN DE NOUVEAU

● Situation toujours bloquée à gauche. Le PCF évoque la guerre de «tranchées». Chacun renvoie la balle à son adversaire, à travers une série de déclarations et de prises de positions diverses, que la presse valorise en général.

Les derniers événements notables se limitent à l'échange de courrier entre PS et PCF, et à quelques déclarations de leaders des trois formations de gauche, après les discours de Mitterrand et de Marchais, mercredi.

● Fiterman: le bureau exécutif du parti socialiste a adressé jeudi, une lettre à Charles Fiterman, en réponse à celle que le comité central du PCF avait envoyé au PS. Le PCF la qualifie de «lettre vide»: «Il n'y a rien de nouveau, dit Fiterman, dans le texte du bureau exécutif ni dans la conférence de presse de François Mitterrand. Le parti socialiste doit sortir de ses tranchées et formuler des positions nouvelles dans le respect des engagements de 1972». Il ajoutera: «On ferme la porte. On ne bouge pas. Il y a une tentative pour essayer de tromper l'opinion... Mitterrand veut tourner la page en parlant d'accord électoral. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'actualisation du programme commun.»

● Mauroy: les dirigeants du parti socialiste, n'hésitent pas, de leur côté, à évoquer sereinement l'éventualité d'une rupture, ou d'un accord larvé. Mauroy déclarait, jeudi matin: «Si par hypothèse, nous n'arrivons pas à reprendre les négociations et à les mener à bien, finalement, ce ne seront pas les responsables des partis qui trancheront le débat, ce seront les Français avec leur bulletin de vote... Nous allons continuer notre combat, nous le ferons au nom de la gauche et nous le ferons en tant que socialistes. Il appartiendra aux Français de se déterminer.»

● Estier: Claude Estier, secrétaire national du PS: «Je ne sais pour quelle raison» le PCF ne veut pas

de l'accord, «et qui, d'ailleurs, peut le savoir... La vie interne du parti communiste, on la connaît vingt ans après... Peut-être ne veut-il pas occuper le second rang, peut-être ne veut-il pas aller au pouvoir... Toujours est-il que la formidable machine du parti communiste s'est mise en route. A cet égard, la lecture de l'Humanité, est assez terrifiante et je ne peux m'empêcher de penser à l'Humanité de 1947!».

● Chevènement: Jean-Pierre Chevènement, leader de la minorité du PS, envisage lui très défavorablement une telle éventualité: «L'union de la gauche est une entreprise vieille comme la division de la gauche, et il est normal qu'elle connaisse des hauts et des bas... La crise actuelle traduit une insuffisante maturation de l'union de la gauche qui est restée trop une alliance électorale. Elle doit devenir une alliance plus profonde, programmatique, mais aussi stratégique... Ceux qui pensent que le parti socialiste à la faveur d'un succès électoral (ce qui

dans l'état actuel des choses n'est nullement certain) pourrait appliquer seul le programme commun commettent une grave erreur.»

● Le MRG: Quant à eux, les radicaux de gauche pencheraient favorablement pour un accord du type de celui du Front populaire. C'est en tout cas ce que laisse penser le communiqué du bureau national du MRG, après avoir, bien entendu, rappelé sa fidélité à l'union de la gauche: «Ce n'est pas le refus actuel du PC d'aboutir à un accord sur un programme commun respectant les équilibres de 1972 qui fera changer de cap le MRG (...). Mais rien ne serait pire que de signer un programme commun en décembre ou en janvier, après plusieurs semaines d'inévitables polémiques. Cela nous ferait perdre toute crédibilité... Le MRG reste disponible pour offrir au pays, avec ses partenaires de la gauche qui le souhaitent, la seule solution d'avenir, c'est-à-dire un gouvernement de gauche pour une politique nouvelle.»

INTERNATIONAL

Nouvelles d'Angleterre

Une nouvelle idée de Mme Thatcher

Une nouvelle idée de Madame Thatcher, chef du parti conservateur : si son parti arrive au pouvoir, le gouvernement demandera à la population de se prononcer par référendum sur «la justesse» des revendications des syndicats. Madame Thatcher oublie un peu vite que c'est un référendum de ce genre qui a entraîné la chute du dernier gouvernement conservateur, celui de Monsieur Heath qui, de toutes façons, aurait quand même dû négocier avec les mineurs.

Madame Thatcher explique ainsi l'avantage, selon elle, d'un référendum : il permettra que «s'il y a confrontation, ce ne soit pas une confrontation entre les syndicats et le gouvernement, mais que soit une confrontation entre les syndicats et la population, une confrontation entre les syndicats d'une part et, d'autre part, les travailleurs, leurs familles et les retraités» !

Cela souligne assez les intentions d'un éventuel gouvernement conservateur : un non catégorique aux revendications des travailleurs, et pour l'imposer, la tentative d'une prétendue «majorité silencieuse» pour réprimer plus durement les luttes ouvrières et les diviser. Madame Thatcher devrait toutefois se faire moins d'illusions, la solidarité de la masse des travailleurs avec les mineurs avait fait échec aux manœuvres d'isolement et fait tomber le gouvernement.

La grève dans les 5 usines de Leyland

La grève des usines de camions et d'autobus de Leyland qui a commencé lundi 19 septembre, s'inscrit dans l'offensive ouvrière qui se manifeste actuellement par des dépôts de cahiers de revendications et des actions spontanées de la base : aux usines mécaniques de Sheffield, dans le textile à Coventry, dans l'industrie du verre à Saint-Helens, dans les banques et un peu partout, ouvriers et employés partent en lutte contre le freinage des salaires, entériné par un vote truqué du congrès des syndicats.

Les ouvriers de Leyland refusent que l'augmentation de leurs salaires soit limitée aux 10 % prévus par la politique contractuelle et ne se laissent pas séduire par l'espoir d'une hypothétique prime de participation. Ils exigent une augmentation substantielle, la simplification et l'harmonisation de la grille des salaires (il y a actuellement des écarts importants entre les différentes usines), de meilleures conditions de travail et des congés supplémentaires.

D'autre part, les outilleurs des usines Leyland envisagent de repartir en grève, eux aussi, puisque leur mois de grève sauvage en Mars ne leur a pas apporté satisfaction : pour tourner le système de freinage des salaires, leur comité (non reconnu par le syndicat des métallos AUEW), revendique le droit de négocier leurs salaires indépendamment des autres catégories.

Coup de force contre 200 grévistes d'une plateforme pétrolière

200 ouvriers qui s'étaient mis en grève pour obtenir que leurs délégués soient reconnus par la direction ont été évacués par hélicoptère de leur plateforme de forage en Mer du Nord et déportés en plusieurs endroits d'Ecosse et des Iles Shetland. La direction de Mc Dermott Oceanic Drilling Contractors les avait d'abord menacés de faire intervenir la Marine sous prétexte de mutinerie !

Les activités du «National Front»

la police interdit pour 5 semaines toute manifestation et tout meeting à Hyde, près de Manchester, où le National Front, organisation raciste et fasciste à l'origine des affrontements violents de Lewisham, en août voulait manifester et tenir un meeting le 8 octobre.

Nouvelles grèves en perspective

— Les pompiers écossais prêts à faire grève si leur revendication de 30 % d'augmentation est refusée.

— Les ouvriers qualifiés et les outilleurs de Vauxhall (automobiles) à Luton et Dunstable ont décidé de partir en grève s'ils n'obtiennent pas une augmentation de plus de 8,5 %.

Hormis le principe de l'autonomie

Catalogne

TOUT RESTE A CONQUÉRIR

Suarez a dû renoncer à ce que les présidents de chacune des «députations» catalanes (l'équivalent de nos conseils généraux), et désignés sous le franquisme fassent partie du «consell» (le gouvernement de la Généralité). Ce sont des parlementaires représentant le groupe le mieux placé aux élections dans chaque province qui les remplaceront. Cette formule maintient cependant en place un découpage territorial que les autonomistes, partisans de l'unité entre les quatre provinces de Catalogne, remettent en cause.

D'autre part, il est acquis qu'un représentant de chacun des principaux partis siègera au «consell», les socialistes arrivés en tête disposant de 2 postes, un pour le Parti Socialiste Catalan et un autre pour le PSOE. Les autres «consellers» seraient des «techniciens», nommés par Tarradellas et pouvant être membres de partis.

Il n'est pas certain, comme le voulaient les socialistes, que Joan Raventos, dirigeant du parti socialiste catalan soit nommé «conseller en cap» (premier ministre).

Le décret ne prévoirait pas la formation d'un parlement catalan mais il soumettrait la désignation des membres du «consell» à l'approbation des parlementaires.

UNE QUESTION DE PRINCIPE

Les divergences appa-

● Le représentant de Suarez, Sanchez Teran, le président Tarradellas et les parlementaires catalans sont parvenus à un accord pour le rétablissement de la Généralité provisoire en Catalogne.

Le décret qui devait paraître incessamment et être soumis à la commission d'urgence des Cortes constitue un ultime compromis entre les différentes positions qui s'étaient affirmées dès les premiers pas de la négociation Tarradellas-Suarez. Cette reconnaissance incontestable par le gouvernement de Madrid, de l'autonomie de la Catalogne, pour la première fois depuis 1939, n'est pas sans limites.



avec le premier accord entre Tarradellas et Suarez, avaient conduit ce dernier à remettre en cause la formulation initialement prévue, et à substituer l'expression «il est créé la Généralité» à la formule «la Généralité de Catalogne est rétablie». Finalement, le texte adopté maintiendra cette dernière phrase, et il contiendra l'abrogation explicite du décret de 1938 ayant aboli la généralité républicaine.

Cette bataille de termes n'est pas anodine, son issue indique que le gouvernement de Madrid re-

connaît au peuple Catalan un droit qui lui avait été Franco, et non qu'elle lui octroie un nouveau statut.

Toutefois, il est facile d'observer le caractère formel de cette reconnaissance : les attributions de la Généralité provisoire ne sont même pas énumérées, la question est renvoyée à une commission qui devra étudier le transfert des compétences des «députations provinciales» ses conclusions restant soumises à l'approbation du gouvernement central.

Ce qui est acquis, ce-

pendant, c'est le droit du peuple catalan à son autonomie, une évidence que la monarchie ne pouvait plus nier.

BATAILLE DE PORTE FEUILLES

En échange de concessions analogues au pays basque, Suarez espère sans doute obtenir l'appui de la minorité «basco-catalane» au parlement. Avec ses 20 députés, ce groupe parlementaire de droite pourrait en effet lui permettre d'obtenir la majorité qui lui fait défaut.

Pour cela, il lui faudra sans doute lâcher encore un peu de lest. On murmure à Madrid que le Parti Nationaliste Basque pourrait en faire autant si la co-officialité de la langue catalane était reconnue. Un ballon d'oxygène bien utile pour le gouvernement dont les divisions sont apparues assez nettement dans la dernière période.

En Catalogne, ces décisions sont cependant attendues avec un certain scepticisme. Ce compromis final permettra à chacun de dire qu'il a obtenu un peu plus, mais l'impression prévaut dans les masses et même à la base des différents partis que les divergences de fond se sont bien facilement traduites en négociations de porte feuilles ministériels. En fait, la bataille décisive n'est qu'ajournée et les contradictions demeurent.

Frédéric FERRER

Du côté de Turf Lodge et de Falls Road

FACE A L'OCCUPANT BRITANNIQUE

Dans les six comtés du Nord, la répression et l'intimidation contre la population républicaine ne cessent de s'accroître. Les perquisitions, saccages de maisons, arrestations et tortures deviennent de plus en plus fréquents. A Belfast, dans les quartiers de Turf Lodge, déjà durement éprouvés durant la visite de la reine, les soldats des Royal Marine's Commando ont peint il y a deux jours des slogans tels que «Britanniques à l'intérieur, IRA dehors» ! Certains disent qu'ils veulent donner une leçon à la population avant de partir dans quinze jours.

La nuit de mardi à mercredi, les Britanniques ont élevé un mur de protection en béton de plusieurs mètres de haut avec des barbelés, devant le Royal Victoria Hospital à Belfast, qui, au mépris des conventions internationales de Genève leur sert d'observatoire pour surveiller les alentours et imposer quasiment un couvre-feu dans le quartier de Falls-Road.

Blindés et patrouilles protègent les murs ainsi que des policiers, RUC, en tenue de combat. Des contrôles dans les ghettos catholiques se font de plus en plus fréquents.

RENCONTRE CALLAGHAN-LYNCH

Jacques Lynch, premier ministre d'Irlande, accompagné par le ministre des Affaires étrangères, a rencontré James Callaghan à Londres. Le renforcement des liens économiques entre le Nord et le Sud de l'Irlande étaient le point principal à l'ordre du jour. Les deux premiers ministres ont déclaré entre autres qu'ils allaient renforcer les contacts entre leurs gouvernements, mais le plus important, l'avenir du Nord, est presque passé

sous silence dans leurs déclarations. Lynch s'est contenté de dire que : «la collaboration entre les polices du Nord et du Sud continuera». Il a souligné qu'il n'était pas question d'un retrait britannique alors que cela avait été un des thèmes de la campagne du FIANNA-FAIL, parti de Lynch, pour les élections de juin dernier. La position britannique est toujours la même : maintien des troupes d'occupation et établissements d'un pouvoir politique «réparti» entre catholiques et protestants.

Correspondant BELFAST

Répression et révolte dans l'empire soviétique

● En Tchécoslovaquie : 3 ans et demi de prison pour deux militants de la Charte 77

C'est le lundi 26 septembre que s'ouvrait à Ustí-Nad-Labem le procès de deux signataires

de la Charte 77, Ales Machacek et Vladimir Lastuvka. Deux jours plus tard, le mercredi

28 septembre, la condamnation tombait, la plus lourde jusqu'à maintenant, prononcée

contre les partisans de la charte 77 : trois ans et demi de prison.

Les deux militants avaient été arrêtés au début de cette année pour avoir diffusé la Charte et collecté des signatures. Après de très durs interrogatoires, ils avaient été maintenus en détention. Lundi dernier, le tribunal les jugeait pour «subversion». En Tchécoslovaquie occupée c'est en effet un crime que de dénoncer l'absence de liberté et l'oppression pour le peuple. De telles condamnations inquiètent d'autant plus sur le sort qui sera réservé à Jiri Lederer et Ota Ornest, toujours détenus dans les geôles de Husak. Plus que jamais, la dénonciation de la répression et la publication des documents de la Charte 77 sont nécessaires pour isoler le gouvernement de Husak à la botte de Moscou.



● En URSS : grève de la faim dans les camps

Une grève de la faim et du travail forcé aurait commencé dans les camps de travail numéro 35, 36 et 37 dans l'Oural. Un message transmis par les prisonniers déclare notamment : «Nous voulons prouver aux participants à la Conférence de Belgrade qu'en URSS, les droits de l'Homme n'existent toujours pas, bien que deux années se soient passées depuis le début de la conférence d'Helsinki sur la détente et les droits de l'Homme».

C'est dans un camp tel que celui-ci (près de Kiev) que des prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim.

Italie

LA CGIL QUITTERA-T-ELLE LA FSM ?

«Si notre proposition de faire de la Fédération syndicale mondiale un forum international qui établisse des contacts avec tous les syndicats d'Europe et d'ailleurs sans discrimination politique, n'est pas acceptée, nous quitterons la FSM». Cette menace d'Agostino Marianetti, secrétaire général adjoint de la CGIL, à son retour de Moscou où se tenait une réunion du bureau de la FSM, est assurément le reflet direct de la politique de Berlinguer, le prolongement en quelque sorte, sur le plan syndical, de la volonté des dirigeants du PCI, de conduire une politique autonome par rapport à Moscou. C'est aussi

● La CGIL italienne, quatre millions trois cent mille adhérents, selon les chiffres officiels, le plus puissant syndicat sous direction révisionniste, en Europe occidentale, s'apprêterait à rompre ses liens avec la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), dont le siège est à Prague, et qui regroupait jusqu'à présent, dans le monde, l'ensemble des syndicats sous influence révisionniste.

la conséquence de l'adhésion il y a 3 ans de la CGIL à la Confédération Européenne des syndicats («pro-occidentale») où siègent pour la France : la CFDT et FO.

La rupture avec la FSM envisagée aujourd'hui, s'inscrit pour une part, dans le contexte du «compromis historique» : la participation du PCI à la gestion du pays, en collaboration ouverte avec la

démocratie - chrétienne, s'accompagne d'une grande liberté des dirigeants révisionnistes italiens dans l'affirmation de leur voie propre. Renonçant à une position d'opposition vis-à-vis de la droite, ils ne craignent pas d'afficher leurs liens avec l'Occident, comme en témoignent par exemple, les garanties qu'ils donnent quant au maintien de l'Italie dans l'OTAN.

Il n'est pas exclus que les dirigeants de la CGIL préfèrent encore le maintien de la situation qui prévalait jusqu'à présent mais, difficilement tenable : la double appartenance à la FSM et à la Confédération européenne. Car, autonomie du PCI par rapport à Moscou ne signifie pas la renonciation aux liens importants qui subsistent avec le parti soviétique. Les révisionnistes du PCI, qui ont incité en Italie, à l'union de la CGIL avec les autres centrales syndicales italiennes, ne verraient sans

doute pas d'un mauvais œil un rapprochement européen entre la Confédération européenne et la FSM mais, celui-ci n'est guère probable.

La prise de position de la CGIL fera-t-elle tache d'huile ? Aux dires de certains des dirigeants de la centrale italienne, ils auraient l'appui de la CGT. Mais la direction révisionniste de la confédération française peut-elle préférer les mêmes menaces dans la mesure où le PCF, parti d'opposition, entend conserver une nette démarcation publique avec les forces politiques et syndicales dont les directions sont plutôt marquées par leurs «attaches occidentales» ? Il faut noter cependant que la CGT a plusieurs fois protesté contre «l'exclusive» de la Confédération Européenne des syndicats à son égard et que la CGIL y a défendu son adhésion...

Quoiqu'il en soit, c'est le 26 octobre, à la réunion du comité exécutif de la FSM que les positions définitives devraient être arrêtées.

La CGIL pourrait conserver dans la FSM un poste plutôt symbolique d'«observateur».

J.P.G.

Barre chez Brejnev

Une inquiétante euphorie

Un des moments essentiels du voyage de Barre, aura été la rencontre, dès le premier jour, avec Brejnev, au Kremlin, au cours de laquelle ont été abordées les grandes questions mondiales, et notamment le désarmement.

«Intéressant, cordial, fructueux», a déclaré Barre content de lui, à sa sortie du Kremlin. Dans la mesure où Barre venait prendre l'avis de Moscou avant que soient précisées davantage les positions de l'impérialisme français en matière de désarmement, et compte-tenu des pressions constantes exercées par les Soviétiques pour faire valoir leurs positions dans ce domaine, la satisfaction de Barre n'est-elle pas de mauvais augure ? Ne risque-t-elle pas de signifier que «l'intérêt» et la «cordialité» et le «caractère constructif» des entretiens sous-entendent des concessions notables de l'impérialisme français ?

Barre doit signer dans la journée de vendredi le protocole qui clôture la 12^e session de la grande commission franco-soviétique. Le premier ministre français aurait insisté pour la signature de contrats équivalents à un montant d'environ 10 % de la totalité des exportations françaises dans le monde. Dans le carnet des commandes soviétiques figureraient ainsi une usine d'aluminium, l'équipement télé en couleurs des jeux olympique de Moscou, etc... Un des écueils de la négociation, résidait dans la difficulté à trouver un terrain d'entente entre la volonté française de vendre un peu plus cher que par le passé et le désir des soviétiques de ne pas augmenter leur endettement, ainsi que ne pas trop s'engager pour les cinq prochaines années, pour lesquelles pèse l'incertitude de la situation politique en France.

L'OLP rejette les conditions américaines

L'OLP a une fois de plus rejeté catégoriquement la demande de Carter de reconnaître Israël par le biais d'une reconnaissance de la résolution 242. C'est ce qui ressort de la déclaration du porte-parole palestinien auprès de l'ONU : «L'offre faite par le président Carter d'ouvrir un dialogue avec l'OLP si celle-ci admet la résolution 242, n'est pas acceptable par nous» ; le porte-parole a ajouté : «Les Palestiniens veulent un dialogue libre et sans conditions».

Le président américain, qui citait pour la première fois nommément l'OLP, a dit qu'il ne pouvait pas donner aucune assurance quant à la participation de l'organisation palestinienne, à une éventuelle conférence de Genève.

De son côté, le secrétaire général de la Ligue arabe, Mahmoud Ryad, a déclaré qu'il n'était pas question de faire des concessions sur «la décision unanime des pays arabes de considérer l'OLP comme le représentant unique du peuple palestinien», et il a réclamé à la France et autres pays européens qu'ils cessent toute aide économique à Israël.

Au Sud-Liban, où la trêve reste précaire, le ministre sioniste de la guerre, Weizmann, a rencontré mardi plusieurs commandants des forces libanaises d'extrême-droite stationnées dans cette zone.

Résistant aux assauts sionistes et phalangistes dans le Sud-Liban, la Résistance Palestinienne a poursuivi dans les derniers jours de septembre, ses opérations en Palestine occupée : ainsi, les fédérés ont attaqué à la bombe le kibboutzim «Batah» où ils s'étaient infiltré, et fait sauter une usine dans la région de Nifi Yacoub, près d'El-Qeds.

Le détournement du DC 8 de la Japan Airlines

UN OTAGE AVAIT DES RELATIONS

L'emprise des États Unis sur le Japon est peut-être ce qui a permis aux pirates de l'air, qui avaient détourné mercredi un DC 8 de la Japan Airlines reliant Paris à Tokyo, d'obtenir ce qu'ils réclamaient.

Ils menaçaient, s'ils n'obtenaient pas rapidement du gouvernement japonais, 6 millions de dollars (3 milliards d'anciens francs) et la libération de 9 membres de l'«armée rouge japonaise» emprisonnés à Tokyo, de faire sauter l'avion avec ses 142 passagers et ses 14 membres d'équipage. Parmi les passagers, le banquier californien John Gabriel, un ami personnel du président Carter, risquait d'être exécuté dès l'expiration d'un premier ultimatum.

En attendant l'argent et les prisonniers libérés, les cinq pirates détenaient toujours jeudi matin, 151 otages sur l'aéroport de Dacca, au Bangla-Desh.

Angleterre : le parti libéral n'ira pas ailleurs

Le congrès du parti libéral s'est achevé par une motion en faveur d'une poursuite de l'appui apporté par les parlementaires libéraux au gouvernement travailliste. Cela assure au gouvernement Callaghan la majorité au parlement au cours de la prochaine session. Le petit parti libéral n'était guère pressé de voir arriver des élections qu'une mise en minorité du gouvernement aurait pu provoquer, car elles seraient, estime tout le monde en Angleterre, un «massacre» pour lui.

INFORMATIONS GENERALES

Les prisons «3 étoiles», c'est une formule complaisamment reprise par certains journaux qui s'indigne du laxisme supposé régner dans les prisons françaises. «L'emprisonnement doit être la privation de liberté» a dit Giscard d'Estaing au début de son septennat lorsque les prisonniers se révoltèrent dans plusieurs prisons, demandant justement que l'emprisonnement ne soit que la privation de liberté et pas la dégradation des individus. Trois ans plus tard la réalité des prisons n'a pas changé. Les droits élémentaires des prisonniers sont toujours aussi bafoués. Le pouvoir a supprimé le poste-bidon de secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire et alors qu'il prétend se pencher sur l'amélioration du sort des détenus afin de favoriser leur réinsertion, il sanctionne les éducateurs des prisons lorsque ceux-ci tentent dans des conditions difficiles d'aider les détenus à se réinsérer. L'histoire des cinq éducateurs poursuivis de Fleury-Mérogis est à cet égard caractéristique.

Par Serge LIVET

Poursuites contre cinq éducateurs de prison

Des éducateurs contre l'arbitraire de l'administration pénitentiaire

La prison de Fleury-Mérogis, comme la ville nouvelle de La Grande-Borne à Grigny, reçoit des visites du monde entier, des délégations viennent se rendre compte du génie architectural de la France. Pendant quelques temps, la Grande Borne comme Fleury-Mérogis ont pu passer pour des réussites d'une société moderne tournée vers des solutions d'avant-garde. La réalité s'est finalement imposée : Grigny est une cité-dortoir un peu plus difficile à vivre que les autres, les appartements se fissurent déjà. Quant à la prison de Fleury-Mérogis, si malheureusement ses murs ne se lézardent pas, malgré ses formes futuristes, sa conception fonctionnelle et son équipement moderne, c'est la prison de France où les suicides de détenus sont les plus nombreux.

UN UNIVERS DE REPRESSION ABSOLUE

Dans une prison où les détenus, en très grande majorité des jeunes, sont soumis à l'arbitraire de l'administration, aux brimades matons et sont souvent dans un état dépressif. Certains éducateurs refusent de jouer un rôle répressif et essaient tant bien que mal de soutenir moralement les jeunes détenus. Les éducateurs de prison sont soumis à une pression permanente de l'administration pénitentiaire qui veut en faire des matons et qui ne peut pas supporter ce qui n'est pas action directement répressive. Les relations des éducateurs avec les détenus se trouvent confrontées à une suspicion continuelle. Et quand ils veulent passer outre aux limites imposées, des sanctions sont prises envers eux.

TRAFFIC OU SERVICE RENDU ?

Le 6 octobre 1977, cinq éducateurs de l'Administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis seront tra-

duits en Conseil de discipline.

L'Administration pénitentiaire leur reproche d'avoir enfreint le règlement. L'énoncé des faits est à lui seul révélateur de la volonté de l'administration pénitentiaire de mettre fin sous n'importe quel prétexte à la pratique de ces éducateurs qui se refusent à être des matons.

On reproche à Marie-Odile Chollet, éducatrice à la maison d'arrêt des femmes, un trafic, c'est à dire l'envoi d'un télégramme de «bon anniversaire» en dehors de la censure contre une cartouche de Gitanes et cinq timbres à 1 franc, et la remise de 300 francs à une personne libérée en contrepartie d'un napperon. Pour ces faits, l'administration demande sa mutation d'office.

La version de l'administration résulte d'une interprétation policière des faits. Une détenue demande un vendredi soir à Marie-Odile Chollet d'en-

voyer un télégramme à une amie hospitalisée pour lui souhaiter «un bon anniversaire». En principe, tout doit passer par la censure, mais ce vendredi soir, les services de la censure étaient fermés. Marie-Odile envoie donc le télégramme. Pour la dédommager, la détenue lui donne une cartouche de Gitanes et cinq timbres à un franc. Marie-Odile refuse tout d'abord, puis devant l'insistance de la détenue, finit par accepter ce dédommagement.

L'adresse étant mal rédigée, le télégramme revient. L'éducatrice dépose dans la cellule de la détenue la cartouche de cigarettes et les cinq timbres avec un mot d'explication. L'administration saisit l'ensemble et bâtit sa propre version de l'affaire.

Sans entrer dans les détails de la seconde affaire, disons que Marie-Odile Chollet avait remis 300 francs au greffe de la prison pour une détenue

libérée, afin qu'elle puisse prendre le train jusqu'à Annecy où un foyer accepté de l'héberger. Selon l'administration, ces 300 francs sont le paiement d'un napperon donné à Marie-Odile par la détenue.

ECHANGE DE LETTRES

Pour Hélène Crie, Patrick Frison, Philippe Potier, la contestation ne porte pas sur les faits. L'administration leur reproche d'avoir permis un échange de lettres entre deux détenus en prévention, malgré une interdiction de correspondre.

Deux des trois éducateurs reconnaissent les faits, mais jugent qu'ils n'ont fait que leur travail d'éducateur. Il s'agit de deux très jeunes détenus très attachés l'un à l'autre : Alain et Maire-Pierre, en prévention pour une affaire de stupéfiants. Très fragiles psychologiquement, ils supportent mal la détention et leur séparation. Sur leur fiche individuelle, les juges ont noté qu'il fallait les surveiller particulièrement en raison des risques de suicide. Malgré ce risque qu'ils admettent, ils leur refusent le droit de correspondre. Au bout de trois semaines de détention préventive, alors que Marie-Pierre et Alain sont très déprimés, les éducateurs décident de passer outre à l'interdiction de correspondre et font un échange de courrier qu'ils contrôlent. A la suite d'une fouille, l'administration pénitentiaire découvre les lettres échangées. L'administration demande pour ces trois éducateurs l'exclusion. Les éducateurs estiment pour leur part que s'ils sont en infraction par rapport au règlement pénitentiaire pris au pied de la lettre, ils n'ont pas permis l'échange d'une correspondance dangereuse pour l'éclaircissement des faits et qu'ils se sont conformés à un autre principe légal supérieur : l'assistance à personne en danger. Et on sait qu'à Fleury-Mérogis, le suicide n'est pas un vain mot.

QUELQUES COUPS DE TELEPHONE

Il est reproché à Jean-Pierre Sanson d'avoir accordé des facilités à certains détenus pour téléphoner à l'extérieur et son «comportement général» Jean-Pierre a effectivement permis à des détenus de téléphoner dans des cas bien précis : problèmes familiaux, conversations avec les avocats.

Plus que ces faits, ce qui est reproché à Jean-Pierre Sanson, c'est son «comportement général», c'est à dire simplement sa volonté de considérer les détenus en individus et

des autres détenus et auprès des gardiens : les caïds du milieu, qui sont pourtant les plus dangereux mais qui, eux, ne remettent pas en cause le système pénitentiaire.

Le discours officiel du ministère de la Justice présente la prison comme une institution où la détention est mise à profit pour tenter de sortir les détenus de la délinquance, pour éviter qu'à leur sortie, ils ne récidivent. En principe, les éducateurs auraient donc un rôle de «réinsertion sociale» à jouer, c'est à dire permettre qu'à l'issue de la détention, ils soient réintégrés dans le

Qui sont les détenus ?

Au premier janvier 1977, l'effectif des prisons en France s'élevait à 30 511 détenus. D'après les estimations officielles du Ministère de la Justice, sur ces 30 000 détenus, 1 800 seulement représentent un réel danger.

13 065 détenus sont en prévention, soit 43 %, c'est à dire qu'ils attendent leur jugement et que certains ne seront pas condamnés à une peine de prison qu'ils auront pourtant effectuée. Bien souvent, le jugement tient compte de la détention préventive, la peine prononcée est équivalente au temps passé en prévention.

17 091 détenus (53%) sont condamnés, dont plus de tiers pour des peines inférieures à un an.

Près d'un détenu sur deux a moins de 25 ans, 90 % sont issus de milieux populaires. 62 % sont condamnés pour vol.

Il y a eu en 1976 quarante suicides en prison et 286 tentatives.

Une grande majorité des détenus sont donc des jeunes délinquants de milieux populaires, en prévention ou condamnés pour des délits mineurs : petits vols.

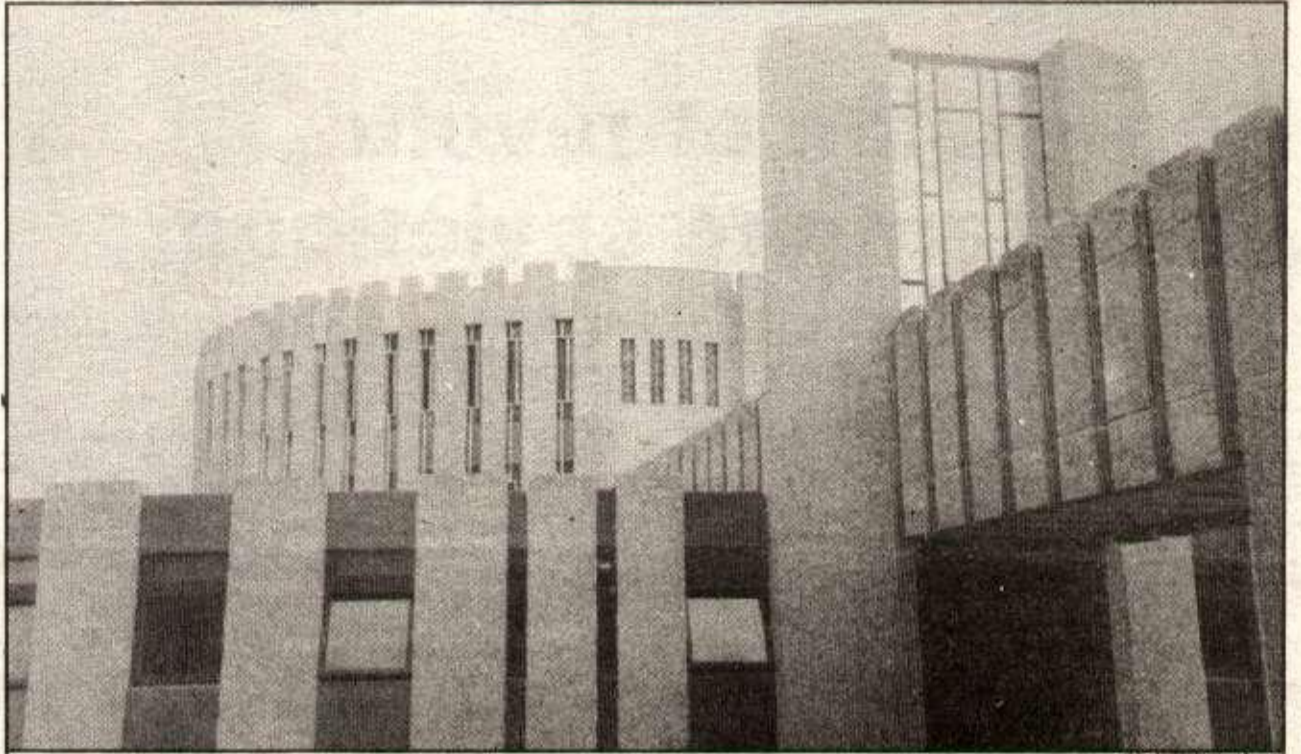
non pas seulement en détenus à surveiller. Cette conception est en contradiction avec le point de vue de l'administration pénitentiaire qui demande l'exclusion de Jean-Pierre.

LA NEGATION DE TOUS LES DROITS

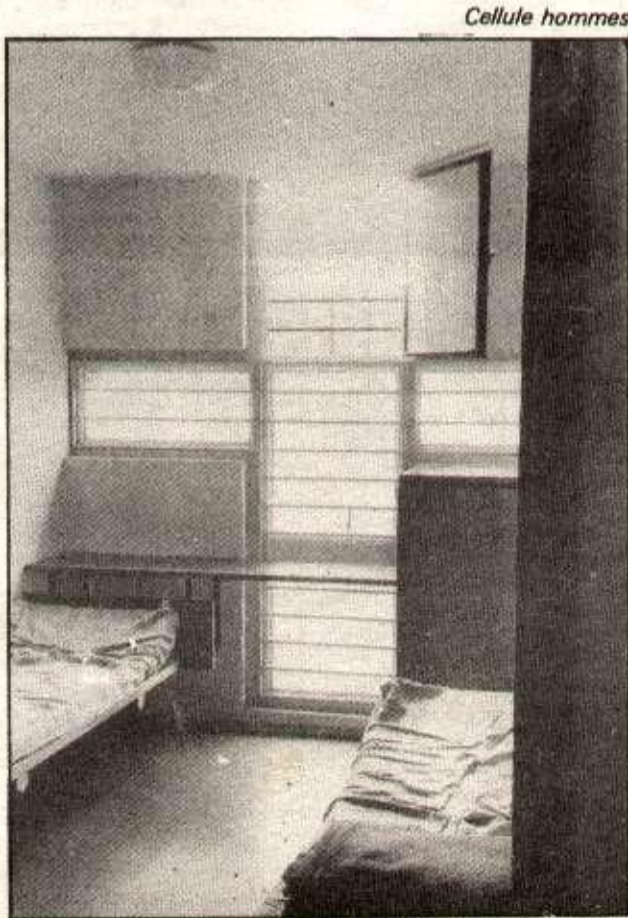
Pour l'administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis, la seule attitude vis à vis des détenus doit être la surveillance totale et permanente. Ceci l'amène à nier complètement tout droit aux détenus, sauf peut-être à ceux qui savent s'imposer auprès

circuit de l'exploitation capitaliste.

Mais, derrière ce discours humanitaire, la réalité des prisons, c'est les brimades, l'arbitraire, l'impossibilité même d'une action éducative telle que l'entend la bourgeoisie. La prison pour les détenus primaires ou en prévention, est bien souvent un centre de formation au crime et un lieu où des individus qui, pour la plupart, sont des jeunes des milieux populaires, sont soumis à des traitements dégradants et apprennent des matons le mépris de leur propre classe.



Fleury-Mérogis



Cellule hommes

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 30 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 35 - Pour les jeunes
 19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Au théâtre ce soir. Les filles
 22 h 10 - Magazine du football
 23 h 10 - Journal

A 2

18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - D'artagnan amoureux. Feuilleton
 21 h 30 - Apostrophes
 22 h 40 - Journal
 22 h 45 - Ciné-club Ordet

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Vendredi faits de société. Ils pensent pour nous
 21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. Le tage
 22 h 05 - Journal

Samedi 1er Octobre

TF 1

13 h 00 - Journal
 13 h 35 - Le monde de l'accordéon
 13 h 50 - La France défigurée
 14 h 05 - Restez donc avec nous
 18 - 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un : Nana Mouskouri
 21 h 30 - Le riche et le pauvre
 22 h 20 - Un demi-siècle d'hippodromes
 23 h 05 - Journal

A 2

13 h 00 - Journal
 13 h 15 - Samedi et demi (suite)
 13 h 30 - Hebdo chanson, hebdo musique
 14 h 10 - Les jeux du stade
 17 h 10 - Des animaux et des hommes
 18 h 00 - La course autour du monde
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La Cenerentola
 22 h 10 - Journal
 22 h 35 - La Cenerentola (suite)

FR 3

18 h 15 - Breiz o veva
 18 h 45 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les animaux chez eux
 20 h 30 - Histoire vraie
 21 h 35 - Journal

"LA MENACE"

Un film d'Alain Corneau

Au départ, la situation des personnages du film est relativement simple et passablement éculée : un homme, la quarantaine bien sonnée, quitte sa maîtresse pour vivre avec une autre femme. L'homme, c'est Henri Savin (Yves Montand), le gérant d'une entreprise de transports routiers. Sa maîtresse n'est autre que la patronne de l'entreprise, Mlle Montlaur. Quant à la rivale, Julie, c'est une jeune secrétaire. Après avoir tenté d'éloigner sa rivale en lui proposant de l'argent, la patronne délaisse le suicide. A vrai dire, tout cela laisse indifférent d'autant que le réalisateur délaissant l'étude de moteurs préfère s'attarder longuement sur les états d'âme de la riche personne abandonnée.

Après ce prélude laborieux et sans épaisseur, tout va se compliquer. Les circonstances de la mort de Mlle Montlaur amènent un inspecteur particulièrement venimeux à inculper Julie. C'est alors que patiemment, Henri va «fabriquer» des preuves de culpabilité, pour sauver sa fiancée.

Sur le point d'être arrêté par la police, il s'enfuit au Canada, achevant ainsi de donner l'impression qu'il est coupable. Julie est libérée mais comment la retrouver ?

A nouveau Henri, devenu routier, va tenter de manipuler les événements. S'inspirant des méthodes employées contre les rou-

tiers par des racketteurs, il monte un scénario pour faire croire à sa mort dans un «accident» criminel. Mais il est victime de son propre piège. Alors qu'il roule vers l'aéroport d'où, son un faux nom, il va rejoindre Julie, il est pris en chasse par les routiers. Au terme d'un fantastique rodéo de camions, il meurt.

Cette dernière partie constitue le temps fort du film. Presque pas de dialogues, des images soignées (les énormes camions canadiens roulant puissamment dans une nature hostile), une poursuite réglée avec minutie. On ne s'ennuie pas certes, mais ces images aussi belles qu'elles soient, n'en paraissent pas moins assez gratuites... Le héros, si adroit à prouver sa culpabilité, se montre bien imprudent dans la mise en scène de sa «fausse» mort.

Quant à sa seconde mort, réelle cette fois, elle ne paraît pas avoir d'autre nécessité que d'éviter un happy end fade. Bref, Alain Corneau et son scénariste Daniel Boulanger forcent un peu le «destin». Ils hésitent d'autant moins à le faire qu'ils l'ont déjà fait au début : Henri et Julie auraient eu sans doute moins d'ennui s'ils avaient dit la simple vérité.

Mais Alain Corneau n'aurait pu faire ce film qui semble tout entier organisé pour arriver à la dernière partie. Ce que le film gagne en action, il le perd en crédibilité.



Pris en chasse par des routiers il meurt au terme d'un fantastique rodéo.

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

81^e épisode

Nous parlions de la chaîne. Arezki m'avouait que ses bruits furieux et stridents provoquaient en lui une excitation sexuelle, la même qu'il ressentait dehors dans le fracas des boulevards. Le silence et le calme réveillaient ses angoisses.

Il excusait Mustapha et m'expliquait, par sa propre expérience, le comportement de son camarade envers les filles à l'usine.

— Quand j'ai commencé à travailler à Paris, disait-il, j'en étais ébloui, la tête m'en tournait. Les filles ici ont des corps qui font envie. Elles sont plus désirables que les femmes de chez nous pour des raisons... qui n'ont rien à voir avec la

beauté. J'étais fou de les sentir autour de moi. Je baissais la tête pour ne pas les voir bouger ou se baisser. Les femmes, là-bas, nous les voyons si peu, et ici, presque à portée de la main. Tu imagines pour Mustapha qui vient du fond des montagnes...

— Et vous avez aimé beaucoup de ces belles femmes ?

Quand je reprenais le vous, il me savait contractée.

Quelquefois, il disait en se moquant :

— Lequel des deux est le sous-développé ?

Les jours passaient. Nous arrivions aux fêtes de Noël. Je ne me rendais plus compte. Noël devenait un mauvais jour, un jour sans Arezki ; les dimanches et les fêtes il n'était jamais libre. La semaine se décomposait en quatre jours fastes et trois autres gris.

Je reculais l'échéance de mon retour et construisais pour la grand-mère des mensonges éblouissants.

Lucien et Mustapha vinrent déranger ce périlleux équilibre.

Arezki avait dit la veille :

— Nous irons à Saint-Michel demain. D'abord pour que tu connaises, et puis tous ces coins sont pourris. Je t'assure, c'est plein de police. Tu n'as pas vu tout à l'heure le type qui s'est levé quand nous nous sommes mis à côté de lui ? Alors, n'oublie pas. Tu m'attendras à Châtelet. CHATELET. Comme d'habitude, sur le quai.

Le lendemain matin, j'arrivai à trente-quatre au lieu de la demie, et le gardien me dit « trop tard, on a relevé les cartons. Revenez pointer à huit heures avec les bureaux. »

Cela m'amusa d'abord parce que je devinais

l'étonnement d'Arezki, son inquiétude. Je paraîtrais à huit heures et j'observerais sa réaction. Cette malice puérile m'occupait et je partis me promener autour de l'usine. J'allai regarder depuis le boulevard Masséna les fenêtres de notre atelier. J'imaginai Bernier pestant parce qu'il devait me remplacer. Par mon absence je devenais un personnage important, chacun s'interrogeait : que lui est-il arrivé ?

Mais ce plaisir dura peu. Tandis que je regardais la tête levée vers les carreaux blanchis du deuxième étage, une angoisse brutale, une impatience inexplicable me firent souhaiter d'être déjà là-haut. Je repris ma lente marche autour de l'usine. « C'est la crainte de traverser seule tout l'atelier ; c'est la fraîcheur du matin ; c'est l'estomac trop vide. » C'était la peur, celle qui bourre l'estomac de ses coups sourds et fait avaler de travers la salive. En moi naissaient à la vue des hauts murs noircis, de la grille qui me séparait d'Arezki, de sinistres images, et je n'arrivais plus à sourire de ma farce involontaire.

J'entraî dans l'atelier et je réussis à me faufiler jusqu'à la chaîne. Habitué à ma présence, les hommes ne manifestèrent plus guère. En avançant, je regardai le tableau d'ensemble, je distinguai d'abord Mustapha qui levait les bras en parlant au petit Marocain.

Arezki me vit. Il descendait d'une voiture, et tenait ses outils contre lui. Il les posa dans le véhicule, à même le plancher, ébaucha un mouvement vers moi, mais se contenta d'un salut de la tête.

à suivre

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé

par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine



C'est ici (à Shanghai) que s'est tenu le Congrès de fondation du Parti Communiste Chinois.

VERS LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE

● Avec 1918 et la fin de ses études à l'École normale, s'achève la première grande période, celle où, à la recherche de la vérité, de la voie qui permettra de transformer la Chine, Mao Tsé-toung apprend, apprend à juger les connaissances qui lui sont enseignées, apprend à se poser la question de l'origine de ces connaissances et de leur utilité pratique, cherche auprès des ouvriers et des paysans à connaître leur vie réelle et leurs problèmes. Dans ce cheminement, s'esquisse tout le processus qui, une fois fondé sur la connaissance du marxisme et devenu conscient, sous-tendra l'élaboration d'une ligne politique révolutionnaire pour la Chine.

Cette deuxième grande période, celle de la découverte et de l'étude du marxisme, celle de la création du Parti Communiste Chinois et des premières activités communistes comporte deux pôles : Pékin et Shanghai d'une part, où Mao Tsé-toung fait l'apprentissage du marxisme et participe à la création du P.C.C. ; le Hounan, d'autre part, sa province natale, où il développe une intense activité révolutionnaire et pose les bases de la ligne et de la pratique politique qui seront, après de longues années de lutte difficiles, celles du Parti Communiste Chinois.

«Le Manifeste du Parti Communiste»

Avril 1919 : Quand Mao Tsé-toung, après quelques mois passés à Pékin et Shanghai, retourne à Tchangcha, les choses vont désormais évoluer très vite sous l'impulsion de deux facteurs : sa découverte de livres marxistes, à Pékin, et le mouvement du 4 mai 1919.

Tout d'abord, à Pékin, où il accompagnait des camarades de l'Association d'Études du Peuple Nouveau et les encourageait à poursuivre leurs études en France, Mao Tsé-toung lit «Le Manifeste du Parti Communiste» de Marx et ses premiers livres marxistes. Désormais, avec la découverte du marxisme, avec la vision d'ensemble que celui-ci lui permet d'acquiescer, avec les perspectives qu'il trace, la voie de la transformation de la Chine à laquelle aspirait Mao Tsé-toung devient une possibilité concrète. Désormais, la démarche de Mao Tsé-toung consiste à faire en sorte que les principes généraux du marxisme, l'analyse marxiste du capitalisme et des classes, son analyse matérialiste dialectique de l'histoire des sociétés, les perspectives de la révolution prolétarienne et du socialisme qu'il trace, puissent

trouver une application concrète dans cette Chine pillée et à moitié dominée par l'impérialisme, écrasée par la féodalité, dans cette Chine au prolétariat naissant et à l'immense masse paysanne.

Mobiliser le peuple contre l'impérialisme et le féodalisme

Le deuxième facteur qui fait de ces années 1918 - 1919 un tournant, c'est la fin de la première guerre mondiale et le puissant mouvement populaire du 4 mai 1919 qui répond aux nouvelles concessions imposées à la Chine par les pays impérialistes vainqueurs.

C'est à Tchangcha que Mao Tsé-toung dirige, avec l'Association d'Études du Peuple Nouveau, le mouvement du 4 mai dans la province. Engageant les étudiants à aller parmi les ouvriers et les paysans, elle mobilise largement la population de la province contre le seigneur de guerre local, dénonce les visées des impérialismes et répand les idées révolutionnaires. Pour appuyer ce travail, une première revue est fondée : «Commentaire du Hsingkiang». A travers ses articles, tel «A propos de la grande union des masses populaires», Mao appelle le peuple à s'unir contre le féodalisme et l'impérialisme, à ne craindre «ni diable, ni revenant, ni la mort, ni les bureaucrates, ni les seigneurs de guerre», il montre que «les forces les plus puissantes, ce sont celles de l'union des forces populaires». Censurée au bout d'un mois, cette revue fut immédiatement relayée par «Hounan Nouveau», puis par «Correspondance de la société de Sinmin».

Donner une assise plus stable à un mouvement de masse, assurer la continuité de son développement, le lier plus étroitement à l'ensemble des problèmes qui se posent à la Chine, nécessite en fait qu'une nouvelle étape soit fran-

chie : celle de la création d'un Parti Communiste.

Préparer la création du Parti Communiste

C'est à cette tâche, — créer le Parti Communiste — que Mao Tsé-toung consacre désormais toute son activité, tout en enseignant comme professeur à l'École Normale de Tchangcha.

Cette préparation de la création du Parti Communiste, qui s'étend sur un peu plus d'un an, compte plusieurs aspects :

— Le marxisme, en Chine, à cette époque, n'est connu que d'un étroit cercle de lettrés et de progressistes. Diffuser largement le marxisme est une première nécessité : pour répondre à ce besoin, Mao Tsé-toung crée à Tchangcha une association de diffusion légale, «Le livre culturel» qui compte sept points de vente ; par ce canal, de nombreux livres marxistes pénètrent ainsi à l'intérieur de la Chine, permettant une première propagande, d'abord orale, aux ouvriers et aux paysans. Ainsi, c'est en avril 1920 seulement, que paraît une première édition intégrale en chinois du «Manifeste du Parti Communiste». De même, l'«État et la Révolution» de Lénine fut publié pour la première fois en mai 1921.

— D'autre part, l'Association d'Études du Peuple Nouveau qui compte alors 70 - 80 membres ouvriers, paysans et intellectuels, sous l'impulsion de Mao Tsé-toung se transforme. Grâce à la diffusion parmi ses membres d'un recueil de correspondances échangées entre Mao Tsé-toung et des membres de cette Association, un débat peut être mené sur l'orientation de cette organisation, les buts qu'elle se fixe, les membres qu'elle recrute. Ainsi, dans l'été 1920, au cours d'une importante réunion, l'Association se fixe pour but de «transformer la Chine et le monde». Plus profondément, s'élabore la conception du Parti qui est à créer : «La conception matérialiste doit être le fondement de notre Parti» affirme Mao Tsé-toung dans le recueil de correspondances.

— Dans l'été et l'automne 1920, dans le Hounan, sont ainsi fondés, à l'initiative de Mao Tsé-toung, l'Association d'Étude de l'URSS, puis la Ligue de la jeunesse socialiste du Hounan, enfin le groupe communiste du Hounan. Ce sont les représentants de ce groupe communiste du Hounan (Mao Tsé-toung et Ho Chou

Cheng) qui, le 1er juillet 1921, fondent avec les représentants des six autres groupes communistes existant en Chine, le Parti Communiste Chinois.

En même temps que, de Tchangcha, il dirige la préparation dans sa province du premier congrès du Parti Communiste, Mao Tsé-toung engage un important travail de diffusion des idées révolutionnaires à Chaochan, son village natal et en particulier dans sa famille.

Le Parti Communiste s'édifie dans la lutte de classe

Avec la création du Parti Communiste en juillet 1921, tout le travail de préparation accumulé devient dans les mois et les premières années qui suivent, une force matérielle.



Dans cette maison, Mao Tsé-toung dirige le premier travail d'édification du Parti. La trappe permettait de travailler caché dans le grenier.

Dans cette période, plus encore que précédemment, c'est tout le Hounan que Mao Tsé-toung couvre de son activité. Son centre, c'est Tchangcha, non plus précisément l'École Normale où il continue à enseigner, mais le premier siège du Comité du Parti du Hounan, d'où il impulse et coordonne l'activité des différentes cellules qu'il contribue à créer. Déjà certaines mesures de protection du travail du Parti sont prises. Louée au nom de l'École Normale, cette maison en pierres grises, à l'écart des autres, autrefois assez éloignée de la ville elle-même, servait de lieu d'habitation à la famille de Mao Tsé-toung. Au fond de la maison, dans une pièce aux murs nus, un

banc et une table : c'est là que se tiennent les premières réunions du Comité du Parti. A côté, une chambre permettant d'accueillir les participants pour qui rentrer de nuit s'avérait trop dangereux.

C'est de cette maison que Mao Tsé-toung dirige le premier travail d'édification du Parti. Ce travail prend plusieurs formes : c'est d'abord un travail d'éducation politique. En 1922, est créée «l'Université autodidacte du Hounan». Là sont étudiés chinois, géographie, mais aussi les livres marxistes ; un cours annexe, destiné à former les cadres du Parti et de la Ligue est également ouvert. Pour élargir son audience et faire servir ses travaux à une propagande dans les masses, le Parti édite, sous le nom de cette université, une revue mensuelle : «Nouvelle époque». Ce travail d'éducation se double d'un travail de discussion et

d'enquête auprès de membres de cellules pour connaître leurs problèmes. Ainsi renforcées politiquement et idéologiquement, les premières organisations du Parti deviennent aptes à engager un travail systématique d'enquête et d'organisations auprès des ouvriers. Dans un pays où la classe ouvrière dépassait à peine les deux millions sur plus de 600 millions d'habitants, la Parti Communiste devait nécessairement dès sa création, axer une part importante de son travail en direction de la classe dirigeante de la révolution chinoise, en direction du mouvement ouvrier en visant le recrutement d'un grand nombre d'ouvriers au sein du Parti.